



## CHAPTER G-3

## CHAPITRE G-3

### Gasoline and Motive Fuel Tax Act

### Loi de la taxe sur l'essence et les carburants

#### Chapter Outline

#### Sommaire

#### DEFINITIONS

Definitions . . . . .	1
appointed officer — agent nommé	
auditor — vérificateur	
aviation fuel — carburant d'avion	
base jurisdiction — autorité législative de base	
bus — autobus	
collector — percepteur	
commercial vehicle — véhicule utilitaire	
commissioner — commissaire	
consumer — consommateur	
farm production activity — activité agricole	
farm truck — camion agricole	
gasoline — essence	
gasoline pump or motive fuel pump — pompe à essence or pompe à carburant	
gross mass — masse brute	
IFTA — IFTA	
inspector — inspecteur	
interjurisdictional carrier — transporteur interterritorial	
licence — licence	
Minister — Ministre	
motive fuel — carburant	
motor vehicle — véhicule à moteur	
peace officer — agent de la paix	
permit — permis	
police officer — agent de police	
qualified motor vehicle — véhicule à moteur admissible	
refiner — raffineur	
retail — détail	
retailer — détaillant	
tax — taxe	
wholesale — vente en gros	
wholesaler — grossiste	

#### DÉFINITIONS

Définitions . . . . .	1
activité agricole — farm production activity	
agent de la paix — peace officer	
agent de police — police officer	
agent nommé — appointed officer	
autobus — bus	
autorité législative de base — base jurisdiction	
camion agricole — farm truck	
carburant — motive fuel	
carburant d'avion — aviation fuel	
commissaire — commissioner	
consommateur — consumer	
détail — retail	
détaillant — retailer	
essence — gasoline	
grossiste — wholesaler	
IFTA — IFTA	
inspecteur — inspector	
licence — licence	
masse brute — gross mass	
Ministre — Minister	
percepteur — collector	
permis — permit	
pompe à essence ou pompe à carburant — gasoline pump ou motive fuel pump	
raffineur — refiner	
taxe — tax	
transporteur interterritorial — interjurisdictional carrier	
véhicule à moteur — motor vehicle	
véhicule à moteur admissible — qualified motor vehicle	
véhicule utilitaire — commercial vehicle	
vente en gros — wholesale	
vérificateur — auditor	

Repealed. . . . .	1.1
<b>ADMINISTRATION</b>	
Administration. . . . .	2
<b>IMPOSITION OF THE TAX — GASOLINE</b>	
Gasoline tax. . . . .	3
Regular leaded gasoline tax. . . . .	3.1
Aviation fuel tax. . . . .	4
<b>MARKING OR COLOURING OF GASOLINE</b>	
Repealed. . . . .	5
<b>IMPOSITION OF THE TAX — MOTIVE FUEL</b>	
Motive fuel tax. . . . .	6
Motive fuel tax, railway locomotives. . . . .	6.1
Propane tax. . . . .	6.2
<b>IMPOSITION OF THE TAX — CARBON EMITTING PRODUCTS</b>	
Repealed. . . . .	6.3
<b>MARKING OR COLOURING OF MOTIVE FUEL</b>	
Marked or coloured motive fuel. . . . .	7
<b>LOSSES OF GASOLINE OR MOTIVE FUEL</b>	
Penalty for unverifiable losses of gasoline or motive fuel. . . . .	7.01
<b>RETAILERS OF TAX EXEMPT MOTIVE FUEL</b>	
Responsibility of retailers of tax exempt motive fuel. . . . .	7.1
<b>RETAILERS OF A TAX EXEMPT CARBON EMITTING PRODUCT</b>	
Repealed. . . . .	7.2
<b>COLLECTION AND REMISSION OF TAX</b>	
Collection of taxes. . . . .	8
Invoice. . . . .	8.1
Repealed. . . . .	9
Estimate of tax and suspension, cancellation or revocation of licence or permit. . . . .	10
Bonds. . . . .	11
Report and payment of tax on importation. . . . .	12
Agreement with a Province or State. . . . .	12.1
Registration of interjurisdictional carrier. . . . .	12.2
Application for IFTA licence. . . . .	12.3
Application for single trip fuel permit. . . . .	12.4
Deemed compliance by IFTA licensee. . . . .	12.5
<b>LICENCES AND PERMITS</b>	
Types of licences. . . . .	13
Repealed. . . . .	14
Issue of licences and permits. . . . .	15
Suspension, revocation, cancellation of licences and permits. . . . .	16
Repealed. . . . .	16.1
<b>FUEL EXEMPTION CARDS</b>	
Repealed. . . . .	16.2
<b>APPEAL</b>	
Repealed. . . . .	17
Repealed. . . . .	18
Repealed. . . . .	19
Repealed. . . . .	20
Repealed. . . . .	21
Repealed. . . . .	22
Repealed. . . . .	23
Repealed. . . . .	24
Repealed. . . . .	25
Repealed. . . . .	26
Repealed. . . . .	27
<b>RECOVERY OF TAX</b>	
Repealed. . . . .	28
<b>ENFORCEMENT</b>	
Power of search and seizure. . . . .	29
Power of inspection and investigation. . . . .	30
Application for entry warrant. . . . .	30.1

Abrogé. . . . .	1.1
<b>APPLICATION</b>	
Application de la Loi. . . . .	2
<b>IMPOSITION DE LA TAXE — ESSENCE</b>	
Taxe sur l'essence. . . . .	3
Taxe sur l'essence ordinaire. . . . .	3.1
Taxe sur le carburant d'avion. . . . .	4
<b>MARQUAGE ET COLORATION DE L'ESSENCE</b>	
Abrogé. . . . .	5
<b>IMPOSITION DE LA TAXE — CARBURANT</b>	
Taxe sur le carburant. . . . .	6
Taxe sur le carburant; locomotive. . . . .	6.1
Taxe sur le propane. . . . .	6.2
<b>IMPOSITION DE LA TAXE — PRODUITS ÉMETTEURS DE CARBONE</b>	
Abrogé. . . . .	6.3
<b>MARQUAGE OU COLORATION DU CARBURANT</b>	
Carburant marqué ou coloré. . . . .	7
<b>PERTES D'ESSENCE OU DE CARBURANT</b>	
Pénalités pour pertes invérifiables d'essence ou de carburant. . . . .	7.01
<b>DÉTAILLANTS DE CARBURANT EXEMPTÉ DE LA TAXE</b>	
Responsabilité des détaillants de carburant exempté de la taxe. . . . .	7.1
<b>DÉTAILLANTS D'UN PRODUIT ÉMETTEUR DE CARBONE EXEMPTÉ DE LA TAXE</b>	
Abrogé. . . . .	7.2
<b>PERCEPTION ET REMISE DE LA TAXE</b>	
Perception de la taxe. . . . .	8
Facture. . . . .	8.1
Abrogé. . . . .	9
Évaluation de la taxe et suspension, annulation ou révocation d'une licence ou d'un permis. . . . .	10
Cautionnements. . . . .	11
Déclaration et paiement de la taxe sur importation. . . . .	12
Entente avec une province ou un État. . . . .	12.1
Immatriculation des transporteurs interterritoriaux. . . . .	12.2
Demande de licence de l'IFTA. . . . .	12.3
Demande de permis de combustible pour voyage simple. . . . .	12.4
Présomption d'exécution par les titulaires de licence de l'IFTA. . . . .	12.5
<b>LICENCES ET PERMIS</b>	
Types de licences. . . . .	13
Abrogé. . . . .	14
Délivrance de licences et de permis. . . . .	15
Suspension, révocation, annulation de licences et de permis. . . . .	16
Abrogé. . . . .	16.1
<b>CARTES D'EXONÉRATION DU CARBURANT</b>	
Abrogé. . . . .	16.2
<b>APPEL</b>	
Abrogé. . . . .	17
Abrogé. . . . .	18
Abrogé. . . . .	19
Abrogé. . . . .	20
Abrogé. . . . .	21
Abrogé. . . . .	22
Abrogé. . . . .	23
Abrogé. . . . .	24
Abrogé. . . . .	25
Abrogé. . . . .	26
Abrogé. . . . .	27
<b>RECOURVEMENT DE LA TAXE</b>	
Abrogé. . . . .	28
<b>L'EXÉCUTION</b>	
Pouvoir de perquisition et de saisie. . . . .	29
Pouvoir d'inspection et d'enquête. . . . .	30
Demande d'un mandat d'entrée. . . . .	30.1

Accompaniment by police officer or member of Royal Canadian Mounted Police. . . . .	30.2	Accompagnement par un agent de police ou un membre de la Gendarmerie royale du Canada. . . . .	30.2
Appointment of analysts, certificate of analyst as evidence. . . . .	31	Nomination des analystes, certificat d'analyse à titre de preuve. . . . .	31
Certificate of Minister as evidence. . . . .	32	Certificat du Ministre à titre de preuve. . . . .	32
Repealed. . . . .	33	Abrogé. . . . .	33
Onus of proof on defendant. . . . .	34	Fardeau de preuve incombe au défendeur. . . . .	34
Evidence of intention. . . . .	35	Preuve de l'intention. . . . .	35
<b>OFFENCES AND PENALTIES</b>		<b>INFRACTIONS ET PEINES</b>	
Offences respecting payment and collection of tax, provision of information, records. . . . .	36	Infractions : paiement et perception de la taxe, communication de renseignements, registres. . . . .	36
Offence respecting obstruction. . . . .	37	Infraction : entrave dans l'exercice de fonctions. . . . .	37
Offence of tampering with fuel. . . . .	38	Infraction : falsification de carburant. . . . .	38
Offence respecting motor vehicle. . . . .	39	Infraction : concernant un véhicule à moteur. . . . .	39
Offence respecting licence. . . . .	40	Infraction : concernant une licence. . . . .	40
Repealed. . . . .	40.1	Abrogé. . . . .	40.1
		Infractions concernant un permis, une licence et une carte d'exonération du carburant. . . . .	41
Offences respecting permit, licence and fuel exemption card. . . . .	41	Infractions aux règlements. . . . .	42
Regulatory offences. . . . .	42	Infractions en général. . . . .	42.1
Offences generally. . . . .	42.1	Abrogé. . . . .	43
Repealed. . . . .	43	Règlement volontaire des amendes. . . . .	43.1
Voluntary payment of fines. . . . .	43.1	Compétence de la Cour provinciale. . . . .	44
Jurisdiction of Provincial Court. . . . .	44	Prescription. . . . .	44.1
Limitation period. . . . .	44.1	<b>PROCESSUS RELATIF AUX PÉNALITÉS ADMINISTRATIVES</b>	
<b>ADMINISTRATIVE PENALTY PROCESS</b>		Définition de « personne ». . . . .	44.2
Definition of "person". . . . .	44.2	Présentation des observations . . . . .	44.4
Notice of non-compliance. . . . .	44.3	Pénalité administrative et infraction. . . . .	44.5
Written submissions. . . . .	44.4	Avis de pénalité administrative. . . . .	44.6
Administrative penalty and offence. . . . .	44.5	Révision de pénalité administrative. . . . .	44.7
Notice of administrative penalty. . . . .	44.6	Paieement de la pénalité administrative. . . . .	44.8
Review of administrative penalty. . . . .	44.7	Montant de la pénalité administrative. . . . .	44.9
Payment of administrative penalty. . . . .	44.8	Défaut de paiement de la pénalité administrative. . . . .	44.9.1
Amount of the administrative penalty. . . . .	44.9	<b>RÈGLEMENTS</b>	
Failure to pay administrative penalty. . . . .	44.9.1	Règlements. . . . .	45
<b>REGULATIONS</b>		<b>DISPOSITIONS GÉNÉRALES</b>	
Regulations. . . . .	45	Abrogé. . . . .	46
<b>GENERAL</b>		Abrogé. . . . .	47
Repealed. . . . .	46	Fonds consolidé. . . . .	48
Repealed. . . . .	47	Abrogé. . . . .	49
Consolidated Fund. . . . .	48	Abrogé. . . . .	50
Repealed. . . . .	49	<b>ANNEXE A</b>	
Repealed. . . . .	50	<b>ANNEXE B</b>	
<b>SCHEDULE A</b>		<b>ANNEXE C</b>	
<b>SCHEDULE B</b>			
<b>SCHEDULE C</b>			

**DEFINITIONS**

2023, c.11, s.1

**Definitions****1** In this Act

“appointed officer” means an officer appointed or designated under this Act, section 15 of the *Motor Vehicle Act* or section 14 of the *Highway Act*; (*agent nommé*)

“Arterial Highway Trust Fund” Repealed: 1992, c.47, s.1

“auditor” means an auditor provided for under the *Revenue Administration Act*; (*vérificateur*)

“aviation fuel” means any gas or liquid that is sold to be used or is used to create power to propel an aircraft and includes any product that is designated to be aviation fuel by the regulations; (*carburant d’avion*)

“base jurisdiction” means base jurisdiction as defined in the regulations; (*autorité législative de base*)

“bus” means any motor vehicle designed or adapted for carrying ten or more passengers and used for the transportation of persons; (*autobus*)

“carbon emitting product” Repealed: 2023, c.11, s.2

“carbon emitting product pump”, “gasoline pump” or “motive fuel pump” Repealed: 2023, c.11, s.2

“collector” means a person designated by regulation to collect, account for and pay over the tax to the Minister; (*percepteur*)

“commercial fisherman” Repealed: 1993, c.7, s.1

“commercial vehicle” means a motor vehicle having a registered gross mass of fifty-five hundred kilograms or more that is designed or adapted for the carrying of freight, goods, wares or merchandise and includes a bus; (*véhicule utilitaire*)

“commissioner” means the Provincial Tax Commissioner provided for under the *Revenue Administration Act* and includes those persons designated by the Minister of Finance and Treasury Board to act on behalf of the Provincial Tax Commissioner; (*commissaire*)

**DÉFINITIONS**

2023, ch. 11, art. 1

**Définitions****1** Dans la présente loi

« activité agricole » s’entend notamment du transport des produits, des intrants ou de la machinerie agricoles aux fins de production agricole, mais exclut le transport des produits, des intrants ou de la machinerie agricoles aux fins des activités de vente ou de commercialisation; (*farm production activity*)

« agent de la paix » désigne un membre de la Gendarmerie royale du Canada, et s’entend également de tout agent nommé; (*peace officer*)

« agent de police » désigne un agent de police nommé conformément à la *Loi sur la Police*; (*police officer*)

« agent nommé » désigne un agent nommé ou désigné en vertu de la présente loi, de l’article 15 de la *Loi sur les véhicules à moteur* ou de l’article 14 de la *Loi sur la voirie*; (*appointed officer*)

« autobus » désigne tout véhicule à moteur conçu ou adapté pour transporter dix passagers ou plus et servant à transporter des personnes; (*bus*)

« autorité législative de base » désigne une autorité législative de base telle que définie dans les règlements; (*base jurisdiction*)

« camion agricole » s’entend au sens de la définition que donne de ce terme le Règlement du Nouveau-Brunswick 83-42 pris en vertu de la *Loi sur les véhicules à moteur*; (*farm truck*)

« carburant » désigne tout carburant gazeux ou liquide qui n’est pas de l’essence, mais qui peut servir pour mouvoir ou faire fonctionner un moteur ou machine à combustion interne, ou pour le chauffage et, sans limiter la portée générale de ce qui précède, comprend le kérosène, le propane, le gaz naturel, le pétrole brut, les distillats et autres carburants pour moteurs mais ne comprend pas le gaz manufacturé utilisé comme combustible; (*motive fuel*)

« carburant d’avion » désigne tout gaz ou liquide vendu pour être utilisé ou qui est utilisé afin de créer de l’énergie pour propulser un aéronef et comprend tout

“consumer” means a person who, within the Province, purchases, receives delivery of or otherwise acquires possession of aviation fuel, gasoline or motive fuel for personal use or for the use of another person at the other person’s expense or who uses or consumes aviation fuel, gasoline or motive fuel in any manner and includes a purchaser; (*consommateur*)

“consumer pump” Repealed: 1986, c.40, s.1

“farm production activity” includes, but is not limited to, the transportation of agricultural products, inputs or machinery for the purpose of farm production, but does not include the transportation of agricultural products, inputs or machinery for the purpose of sales or marketing; (*activité agricole*)

“farm truck” means a farm truck as defined in New Brunswick Regulation 83-42 under the *Motor Vehicle Act*; (*camion agricole*)

“fuel exemption card” Repealed: 2007, c.62, s.1

“fuel permit” Repealed: 1999, c.15, s.1

“gasoline” means any product of petroleum, by whatever name known or sold, containing any derivative of petroleum, natural gas or coal and having a specific gravity of .8017 or under at a temperature of 60 degrees Fahrenheit, and includes

- (a) benzol and any benzol mixture, and
- (b) any substance or liquid in the nature of gasoline or benzol or a benzol mixture
  - (i) that has a specific gravity in excess of .8017 at a temperature of 60 degrees Fahrenheit and that the Lieutenant-Governor in Council declares is being used for fuel for motor vehicles, or
  - (ii) that, regardless of its specific gravity, the Lieutenant-Governor in Council declares to be gasoline within the meaning of this Act,

but does not include natural gas or manufactured gas that is used as a fuel, bunker fuel, crude oil or propane; (*essence*)

“gasoline pump” or “motive fuel pump” means a tank or receptacle of not less than 50-gallon or 227-litre capacity that is used or intended to be used for the storage of gasoline or motive fuel and is equipped with a pump

produit désigné comme carburant d’avion par le règlement; (*aviation fuel*)

« carte d’exonération du carburant » Abrogé : 2007, ch. 62, art. 1

« commissaire » désigne le Commissaire de l’impôt provincial prévu à la *Loi sur l’administration du revenu* et s’entend également des personnes désignées par le ministre des Finances et du Conseil du Trésor pour représenter le Commissaire de l’impôt provincial; (*commissioner*)

« consommateur » désigne une personne qui, dans la province, achète, reçoit par livraison ou d’une autre façon acquiert du carburant d’avion, de l’essence ou du carburant pour son propre usage ou pour l’usage d’une autre personne à ses propres frais ou utilise ou consomme du carburant d’avion, de l’essence ou du carburant d’une façon quelconque et comprend un acheteur; (*consumer*)

« détail » désigne une vente faite directement par un détaillant à un consommateur; (*retail*)

« détaillant » désigne une personne qui vend ou tient pour la vente à un consommateur, de l’essence ou du carburant; (*retailer*)

« essence » désigne tout produit dérivé du pétrole, quel que soit le nom sous lequel il est connu ou vendu, qui contient un dérivé du pétrole, du gaz naturel ou du charbon, et dont la densité, à 60 degrés Fahrenheit, est de .8017 ou moins, et comprend

- a) le benzol et tout mélange de benzol,
- b) toute substance ou liquide de même nature que l’essence, le benzol ou un mélange de benzol,
  - (i) dont la densité est supérieure à .8017 à 60 degrés Fahrenheit, et que le lieutenant-gouverneur en conseil déclare être utilisé comme carburant pour des véhicules à moteur, ou
  - (ii) que, sans égard à sa densité, le lieutenant-gouverneur en conseil déclare être de l’essence au sens de la présente loi,

mais ne comprend pas le gaz naturel ni le gaz manufacturé servant de combustible, le mazout, le pétrole brut ni le propane; (*gasoline*)

for dispensing the gasoline or motive fuel; (*pompe à essence*) or (*pompe à carburant*)

“gasoline pump” or “motive fuel pump” Repealed: 2020, c.6, s.2

“gross mass” means

(a) the combined weight of the motor vehicle and the load, or

(b) where the motor vehicle is drawing a trailer or trailers, the combined weight of the motor vehicle, trailer or trailers and load; (*masse brute*)

“IFTA” means the International Fuel Tax Agreement which the Minister has joined pursuant to section 12.1, and includes the Articles of Agreement, the Procedures Manual and the Audit Manual; (*IFTA*)

“inspector” means an inspector provided for under the *Revenue Administration Act*; (*inspecteur*)

“interjurisdictional carrier” means a person who operates one or more qualified motor vehicles inside and outside New Brunswick; (*transporteur interterritorial*)

“licence” means a licence issued under this Act; (*licence*)

“marked or coloured gasoline” Repealed: 1987, c.23, s.1

“Minister” means the Minister of Finance and Treasury Board and includes the Commissioner and those persons designated by the Minister of Finance and Treasury Board to act on behalf of the Minister of Finance and Treasury Board or on behalf of the Commissioner; (*Ministre*)

“motive fuel” means any gas fuel or liquid fuel that is not gasoline and that can be used for moving or operating any internal combustion engine or machine, or for heating and without restricting the generality of the foregoing includes kerosene, propane, natural gas, crude oil, distillate and other motor fuel, but does not include manufactured gas that is used as a fuel; (*carburant*)

“motor vehicle” means every vehicle that is

(a) self propelled, or

« essence marquée ou colorée » Abrogé : 1987, ch. 23, art. 1

« Fonds en fiducie pour les routes de grande communication » Abrogé : 1992, ch. 47, art. 1

« grossiste » désigne une personne qui vend ou tient pour la vente de l'essence ou du carburant à une personne autre qu'un consommateur; (*wholesaler*)

« IFTA » désigne l'entente appelée *International Fuel Tax Agreement* à laquelle le Ministre s'est joint conformément à l'article 12.1, et comprend les documents appelés *Articles of Agreement*, *Procedures Manual* et *Audit Manual*; (*IFTA*)

« inspecteur » désigne un inspecteur prévu à la *Loi sur l'administration du revenu*; (*inspecteur*)

« licence » désigne une licence délivrée en application de la présente loi; (*licence*)

« masse brute » désigne

a) la masse combinée du véhicule à moteur et de la charge, ou

b) lorsque le véhicule à moteur tracte une ou des remorques, le poids combiné du véhicule, de la ou des remorques et de la charge; (*gross mass*)

« Ministre » désigne le ministre des Finances et du Conseil du Trésor et s'entend également du commissaire et des personnes désignées par le ministre des Finances et du Conseil du Trésor pour représenter le ministre des Finances et du Conseil du Trésor ou le commissaire; (*Minister*)

« pêcheur professionnel » Abrogé : 1993, ch. 7, art. 1

« percepteur » désigne une personne désignée par règlement pour percevoir la taxe, pour en rendre compte et pour la remettre au Ministre; (*collector*)

« permis » désigne un permis délivré en application de la présente loi; (*permit*)

« permis de combustible » Abrogé : 1999, ch. 15, art. 1

« permis de combustible pour voyage simple » Abrogé : 1999, ch. 15, art. 1

(b) propelled by electric power from overhead trolley wires,

and not operated upon rails but does not include a farm tractor; (*véhicule à moteur*)

“normal retail price” Repealed: 1991, c.40, s.1

“peace officer” means a member of the Royal Canadian Mounted Police, and includes any appointed officer; (*agent de la paix*)

“permit” means a permit issued under this Act; (*permis*)

“police officer” means a police officer appointed pursuant to the *Police Act*; (*agent de police*)

“process of manufacture or production of goods” Repealed: 1996, c.84, s.1

“qualified motor vehicle” means a commercial vehicle that

(a) has two axles and a gross mass or registered gross mass exceeding 26,000 pounds or 11,797 kilograms,

(b) has three or more axles, regardless of weight, or

(c) draws a trailer or trailers when the combined weight of the vehicle and the trailer or trailers exceeds 26,000 pounds or 11,797 kilograms gross mass or registered gross mass; (*véhicule à moteur admissible*)

“refiner” means a person who refines, produces, manufactures, prepares, distills, compounds or blends, for sale, gasoline, motive fuel or any product of petroleum; (*raffineur*)

“retail” means a sale by a retailer direct to a consumer; (*détail*)

“retailer” means a person who keeps for sale or sells to a consumer, gasoline or motive fuel; (*détaillant*)

“single trip fuel permit” Repealed: 1999, c.15, s.1

“tax” means the tax imposed under this Act; (*taxe*)

“wholesale” means a sale to a person other than a consumer; (*vente en gros*)

« pompe à essence » ou « pompe à carburant » désigne un réservoir ou récipient, d’une capacité d’au moins 50 gallons ou 227 litres, qui sert ou qui est destiné à servir à des fins d’entreposage d’essence ou de carburant et qui est muni d’une pompe distributrice; (*gasoline pump*) ou (*motive fuel pump*)

« pompe à essence » ou « pompe à carburant » Abrogé : 2020, ch. 6, art. 2

« pompe à produit émetteur de carbone », « pompe à essence » ou « pompe à carburant » Abrogé : 2023, ch. 11, art. 2

« pompe de consommation » Abrogé : 1986, ch. 40, art. 1

« prix normal de vente au détail » Abrogé : 1991, ch. 40, art. 1

« processus de fabrication ou de production de marchandises » Abrogé : 1996, ch. 84, art. 1

« produit émetteur de carbone » Abrogé : 2023, ch. 11, art. 2

« raffineur » désigne une personne qui, en vue de la vente, raffine, produit, fabrique, prépare, distille, compose ou mélange de l’essence, du carburant ou tout produit dérivé du pétrole; (*refiner*)

« taxe » désigne la taxe imposée en application de la présente loi; (*tax*)

« transporteur interterritorial » désigne une personne qui utilise un ou plusieurs véhicules à moteur admissibles à l’intérieur et à l’extérieur du Nouveau-Brunswick; (*interjurisdictional carrier*)

« véhicule à moteur » désigne tout véhicule

a) automobile, ou

b) mû par l’électricité au moyen de câbles conducteurs aériens,

et ne circulant pas sur des rails, mais ne comprend pas un tracteur de ferme; (*motor vehicle*)

« véhicule à moteur admissible » désigne un véhicule utilitaire qui

“wholesaler” means a person who sells or keeps for sale, gasoline or motive fuel, to a person other than a consumer. (*grossiste*)

1965, c.3, s.1; 1966, c.60, s.1; 1971, c.37, s.1; 1976, c.26, s.1; 1978, c.D-11.2, s.21; 1979, c.30, s.1; 1981, c.30, s.1; 1983, c.R-10.22, s.45; 1986, c.6, s.19; 1986, c.40, s.1; 1987, c.N-5.2, s.22; 1987, c.23, s.1; 1988, c.61, s.1; 1988, c.67, s.5; 1989, c.12, s.1; 1991, c.40, s.1; 1992, c.47, s.1; 1993, c.7, s.1; 1993, c.34, s.1; 1994, c.28, s.1; 1996, c.70, s.12; 1996, c.84, s.1; 1997, c.H-1.01, s.52; 1999, c.15, s.1; 2001, c.4, s.1; 2003, c.33, s.1; 2007, c.62, s.1; 2012, c.40, s.1; 2019, c.29, s.71; 2020, c.6, s.2; 2023, c.11, s.2

## Interpretation

Repealed: 2023, c.11, s.3

2020, c.6, s.3; 2023, c.11, s.3

**1.1** Repealed: 2023, c.11, s.4

2020, c.6, s.3; 2023, c.11, s.4

a) a deux essieux et une masse brute ou une masse brute immatriculée qui dépasse 26 000 livres ou 11 797 kilogrammes,

b) a trois essieux ou plus, quel que soit son poids, ou

c) tracte une ou plusieurs remorques lorsque le poids combiné du véhicule et de la ou des remorques dépasse 26 000 livres ou 11 797 kilogrammes de masse brute ou de masse brute immatriculée; (*qualified motor vehicle*)

« véhicule utilitaire » désigne un véhicule à moteur ayant une masse brute immatriculée de cinq mille cinq cent kilogrammes ou plus et qui est conçu ou adapté pour transporter du fret, des biens, des articles ou des marchandises, et s'entend également d'un autobus; (*commercial vehicle*)

« vente en gros » désigne une vente à une personne autre qu'un consommateur; (*wholesale*)

« vérificateur » désigne un vérificateur prévu à la *Loi sur l'administration du revenu*. (*auditor*)

1965, ch. 3, art. 1; 1966, ch. 60, art. 1; 1971, ch. 37, art. 1; 1976, ch. 26, art. 1; 1978, ch. D-11.2, art. 21; 1979, ch. 30, art. 1; 1981, ch. 30, art. 1; 1983, ch. R-10.22, art. 45; 1986, ch. 6, art. 19; 1986, ch. 40, art. 1; 1987, ch. N-5.2, art. 22; 1987, ch. 23, art. 1; 1988, ch. 61, art. 1; 1988, ch. 67, art. 5; 1989, ch. 12, art. 1; 1991, ch. 40, art. 1; 1992, ch. 47, art. 1; 1993, ch. 7, art. 1; 1993, ch. 34, art. 1; 1994, ch. 28, art. 1; 1996, ch. 70, art. 12; 1996, ch. 84, art. 1; 1997, ch. H-1.01, art. 52; 1999, ch. 15, art. 1; 2001, ch. 4, art. 1; 2003, ch. 33, art. 1; 2007, ch. 62, art. 1; 2012, ch. 40, art. 1; 2019, ch. 29, art. 71; 2020, ch. 6, art. 2; 2023, ch. 11, art. 2

## Interprétation

Abrogé : 2023, ch. 11, art. 3

2020, ch. 6, art. 3; 2023, ch. 11, art. 3

**1.1** Abrogé : 2023, ch. 11, art. 4

2020, ch. 6, art. 3; 2023, ch. 11, art. 4



**ADMINISTRATION**

1994, c.28, s.2

**Administration**

2(1) The commissioner shall act under the instructions of the Minister of Finance and Treasury Board, has general supervision over all matters relating to this Act within the Province and shall perform all duties that are assigned to the commissioner by this Act, the Lieutenant-Governor in Council or the Minister of Finance and Treasury Board.

2(2) The Minister of Finance and Treasury Board may designate persons to act on behalf of the Minister of Finance and Treasury Board or on behalf of the commissioner.

1965, c.3, s.2; 1971, c.37, s.2; 1994, c.28, s.3; 2019, c.29, s.71

**IMPOSITION OF THE TAX — GASOLINE**

**Gasoline tax**

3(1) Every consumer of gasoline shall pay to the Crown in right of the Province for the public use of the Government a tax of 10.87 cents on each litre of gasoline purchased or consumed by the consumer except aviation fuel.

3(1.01) Repealed: 1992, c.47, s.2

3(1.1) Repealed: 1991, c.40, s.2

3(2) Where a consumer acquires gasoline from a retailer, he shall pay the tax to such retailer at the time the gasoline is purchased or delivered.

3(3) Where a consumer acquires gasoline other than from a retailer and respecting which the tax has not been paid, he shall pay the tax as provided in section 12 and the regulations.

3(3.1) Notwithstanding subsection (3), where a consumer acquires gasoline from a wholesaler and the tax on the gasoline has not been paid, the consumer shall pay the tax to such wholesaler at the time the gasoline is purchased or delivered.

3(4) Where a consumer brings into the Province a quantity of gasoline other than in the fuel tank of an internal combustion engine, he shall pay the tax in the manner provided in section 12 on the amount of such gasoline brought into the Province less any amount taken

**APPLICATION**

1994, ch. 28, art. 2

**Application de la Loi**

2(1) Le commissaire agit sous la direction du ministre des Finances et du Conseil du Trésor, il a le contrôle général de toutes matières se rapportant à la présente loi dans la province et exécute toutes fonctions qui sont assignées au commissaire par la présente loi, le lieutenant-gouverneur en conseil ou le ministre des Finances et du Conseil du Trésor.

2(2) Le ministre des Finances et du Conseil du Trésor peut désigner des personnes pour représenter le ministre des Finances et du Conseil du Trésor ou le commissaire.

1965, ch. 3, art. 2; 1971, ch. 37, art. 2; 1994, ch. 28, art. 3; 2019, ch. 29, art. 71

**IMPOSITION DE LA TAXE — ESSENCE**

**Taxe sur l'essence**

3(1) Tout consommateur d'essence doit payer à la Couronne du chef de la province, pour l'usage public de l'Administration, une taxe de 10,87 cents sur chaque litre d'essence qu'il achète ou consomme sauf dans le cas du carburant d'avion.

3(1.01) Abrogé : 1992, ch. 47, art. 2

3(1.1) Abrogé : 1991, ch. 40, art. 2

3(2) Lorsqu'un consommateur acquiert de l'essence d'un détaillant, il doit payer la taxe à ce détaillant au moment de l'achat ou de la livraison de cette essence.

3(3) Lorsqu'un consommateur acquiert ailleurs que chez un détaillant de l'essence sur laquelle la taxe n'a pas été payée, il doit payer cette taxe de la façon prévue à l'article 12 et dans les règlements.

3(3.1) Nonobstant le paragraphe (3), lorsqu'un consommateur acquiert de l'essence d'un grossiste et que la taxe sur l'essence n'a pas été payée, le consommateur doit payer la taxe à ce grossiste au moment de l'achat ou de la livraison de cette essence.

3(4) Lorsqu'un consommateur apporte de l'essence dans la province, d'une façon autre que dans le réservoir à carburant d'un moteur à combustion interne, il doit payer la taxe de la façon prévue à l'article 12 sur cette essence apportée dans la province, déduction faite de la

out of the Province other than in the fuel tank of an internal combustion engine.

**3(5)** Where a consumer brings into the Province gasoline in the fuel tank of an internal combustion engine of a commercial vehicle or a railway locomotive, he shall pay the tax in the manner provided in section 12 and the regulations on the amount of such gasoline used in the Province as computed in accordance with the regulations.

**3(5.1)** For the purposes of this section, the Minister may determine a person to be a farmer, wood producer, fisher, aquaculturist or silviculturist if the person meets the criteria established by regulation and submits the information and documentation required by regulation.

**3(6)** Where a consumer who keeps records in accordance with the regulations applies on a form provided by the Minister, the Minister may refund any tax paid under subsection (1) or section 3.1 by the applicant in connection with the purchase or consumption of gasoline if the gasoline was purchased, acquired, used or consumed

(a) by a person who is determined by the Minister to be a farmer under this Act, for use solely

(i) in the operation of any equipment, other than a motor vehicle required to be registered under the *Motor Vehicle Act*, used on farm land or in carrying out a farm production activity,

(i.1) in the operation of a farm truck registered under the *Motor Vehicle Act* on farm land or in carrying out a farm production activity,

(ii) in the operation of any tractor on a public highway while transporting agricultural products, inputs or machinery owned by such person,

(iii) in the operation of any tractor or combine on a public highway while moving the tractor or combine from one place to another,

(iv) in burning blueberry fields, or

quantité sortie de la province d'une façon autre que dans le réservoir à carburant d'un moteur à combustion interne.

**3(5)** Lorsqu'un consommateur apporte de l'essence dans la province dans le réservoir à carburant d'un moteur à combustion interne d'un véhicule utilitaire ou d'une locomotive de chemin de fer, il doit payer la taxe de la façon prévue à l'article 12 et dans les règlements sur la quantité de cette essence consommée dans la province et calculée conformément aux règlements.

**3(5.1)** Aux fins d'application du présent article, le Ministre peut considérer une personne comme agriculteur, producteur de bois, pêcheur, aquaculteur ou sylviculteur si la personne répond aux critères établis par règlement et présente les renseignements et documents exigés par règlement.

**3(6)** Lorsqu'un consommateur qui tient des registres conformément aux règlements fait une demande au moyen d'une formule fournie par le Ministre, le Ministre peut rembourser une taxe payée en vertu du paragraphe (1) ou de l'article 3.1 par le requérant en rapport avec l'achat ou la consommation d'essence si l'essence a été achetée, acquise, utilisée ou consommée

a) par une personne qui est considérée par le Ministre comme agriculteur en vertu de la présente loi, qui l'utilise uniquement

(i) pour faire fonctionner tout appareil ou engin, autre qu'un véhicule à moteur qui doit être immatriculé en vertu de la *Loi sur les véhicules à moteur*, utilisé sur une ferme ou pour exécuter une activité agricole,

(i.1) pour faire fonctionner un camion agricole immatriculé sous le régime de la *Loi sur les véhicules à moteur* sur une ferme ou pour exécuter une activité agricole,

(ii) pour faire fonctionner tout tracteur utilisé sur une route publique pour transporter des produits, des intrants ou de la machinerie agricoles appartenant à cette personne,

(iii) pour faire fonctionner tout tracteur ou toute moissonneuse-batteuse utilisés sur une route publique pour les conduire d'un endroit à un autre,

(iv) pour brûler des champs de bleuets, ou

- (v) as a mixture for crop spraying;
- (b) by a person who is determined by the Minister to be a wood producer under this Act, for use solely in the operation of
- (i) a tractor, other than a truck tractor, and any other machinery for the purpose of harvesting trees in a logging operation conducted in a forest area, or
- (ii) an unregistered motor vehicle while transporting wood products and while being operated on property other than a public highway;
- (b.1) by a forest worker who has entered into a contract with a wood producer referred to in paragraph (b) or by an agent of such forest worker, for use solely in the operation of any machinery referred to in subparagraph (b)(i) or vehicle referred to in subparagraph (b)(ii);
- (b.2) by a forest worker or an agent of a forest worker, for use solely in the operation of an unregistered motor vehicle or any other unregistered equipment or machinery in the construction or maintenance of a woods road for the purpose of harvesting trees in a logging operation conducted in a forest area;
- (c) by a person who is determined by the Minister to be a fisher under this Act, for use solely in the operation of any vessel while carrying on fishing operations including the operation of stationary or portable engines used in the landing of fish on a boat or to a wharf but not for use in the operation of a vessel as a chartered boat for purposes of sport fishing;
- (c.1) by a person who is determined by the Minister to be an aquaculturist under this Act, for use solely in the operation of
- (i) stationary and portable engines used solely and directly in aquaculture,
- (ii) service boats used solely and directly in aquaculture, or
- (iii) equipment used to provide heat used solely and directly in aquaculture;
- (v) comme mélange pour traiter les récoltes;
- b) par une personne qui est considérée par le Ministre comme producteur de bois en vertu de la présente loi, qui l'utilise uniquement pour faire fonctionner
- (i) un tracteur, autre qu'un camion-tracteur, et toute autre machine utilisés pour l'abattage des arbres lors d'une opération de bûchonnage menée en milieu forestier, ou
- (ii) un véhicule à moteur non immatriculé alors qu'il transporte des produits forestiers et conduit ailleurs que sur une route publique;
- b.1) par un ouvrier forestier qui a passé un contrat avec un producteur de bois visé à l'alinéa b) ou par un représentant de cet ouvrier forestier, qui l'utilise uniquement pour faire fonctionner toute machine visée au sous-alinéa b)(i) ou tout véhicule visé au sous-alinéa b)(ii);
- b.2) par un ouvrier forestier ou un représentant de l'ouvrier forestier, qui l'utilise uniquement pour faire fonctionner un véhicule à moteur non immatriculé ou tout autre équipement ou machine non immatriculés utilisés pour la construction ou l'entretien d'un chemin forestier pour l'abattage des arbres lors d'une opération de bûchonnage menée en milieu forestier;
- c) par une personne qui est considérée par le Ministre comme pêcheur en vertu de la présente loi, qui l'utilise uniquement pour faire fonctionner tout navire au cours d'opérations de pêche y compris le fonctionnement des moteurs fixes ou portatifs utilisés pour le déchargement des poissons à un bateau ou à un débarcadère mais non pour l'exploitation d'un navire destiné à la pêche sportive à titre de bateau nolisé;
- c.1) par une personne qui est considérée par le Ministre comme aquaculteur en vertu de la présente loi, qui l'utilise uniquement pour faire fonctionner
- (i) des machines fixes et transportables utilisées uniquement et directement pour l'aquaculture,
- (ii) des embarcations utilisées uniquement et directement pour l'aquaculture, ou
- (iii) de l'équipement qui sert à fournir le chauffage utilisé uniquement et directement pour l'aquaculture;

(c.2) by a person who is determined by the Minister to be a silviculturist under this Act, for use solely

(i) in the operation of a tractor, other than a truck tractor, and any other machinery for the purpose of harvesting trees in a logging operation conducted in a forest area or for harvesting trees on a Christmas tree farm,

(ii) in the operation of an unregistered motor vehicle while transporting wood products and while being operated on property other than a public highway,

(iii) in the operation of any equipment, other than a motor vehicle required to be registered under the *Motor Vehicle Act*, used solely and directly in silviculture, or

(iv) as a mixture for crop spraying;

(c.3) by a forest worker who has entered into a contract with a silviculturist referred to in paragraph (c.2) or by an agent of such forest worker, for use solely in accordance with subparagraph (c.2)(i), (ii), (iii) or (iv);

(d) for use in the operation of a registered vessel within the meaning of the *Canada Shipping Act* (Canada), exceeding two hundred tons gross tonnage but not for use in the operation of a registered vessel within the meaning of the *Canada Shipping Act* (Canada) that is used for dredging purposes;

(e) for use in the operation of gasoline powered

(i) self-propelled trucks, which are mounted on rubber-tired wheels, with an unladen gross mass of forty-five hundred kilograms or more,

(ii) stationary engines,

(iii) portable engines, or

(iv) tractors other than truck tractors,

c.2) par une personne qui est considérée par le Ministre comme sylviculteur en vertu de la présente loi, qui l'utilise uniquement

(i) pour faire fonctionner un tracteur, autre qu'un camion-tracteur, et toute autre machine utilisés pour l'abattage des arbres lors d'une opération de bûchonnage menée en milieu forestier ou pour la récolte d'arbres sur une plantation d'arbres de Noël,

(ii) pour faire fonctionner un véhicule à moteur non immatriculé alors qu'il transporte des produits forestiers et conduit ailleurs que sur une route publique,

(iii) pour faire fonctionner tout appareil ou engin autre qu'un véhicule à moteur qui doit être immatriculé en vertu de la *Loi sur les véhicules à moteur* utilisé uniquement et directement pour la silviculture, ou

(iv) comme mélange pour traiter les récoltes;

c.3) par un ouvrier forestier qui a passé un contrat avec un sylviculteur visé à l'alinéa c.2) ou par un représentant de cet ouvrier forestier, qui l'utilise uniquement conformément au sous-alinéa c.2)(i), (ii), (iii) ou (iv);

d) pour faire fonctionner un navire immatriculé selon le sens de la *Loi sur la marine marchande du Canada* (Canada), et dont la jauge brute excède deux cents tonnes mais non pour faire fonctionner un navire immatriculé selon le sens de la *Loi sur la marine marchande du Canada* (Canada), qui est utilisé aux fins de dragage;

e) qui est utilisée pour faire fonctionner des engins à essence, tels que

(i) des camions automoteurs, montés sur pneus en caoutchouc, dont la masse brute à vide est de quatre mille cinq cents kilogrammes ou plus,

(ii) des machines fixes,

(iii) des machines transportables, ou

(iv) des tracteurs autres que des camions-tracteurs,

while being used solely and directly in mining or quarrying not carried on in connection with the repair or construction of a public highway or a public bridge;

- (f) for use in the operation of
- (i) stationary and portable engines other than those mounted on motor vehicles or propelled by motor vehicles,
  - (i.1) equipment used to heat materials,
  - (ii) tractors other than truck tractors on property other than a public highway, or
  - (iii) motor vehicles which are not required by the *Motor Vehicle Act* to be registered under that Act,

while being used solely and directly in the manufacturing of goods;

- (g) Repealed: 1985, c.49, s.1
- (h) Repealed: 1985, c.49, s.1
- (i) Repealed: 1985, c.49, s.1
- (j) for the purpose of heating or lighting premises or heating water for domestic use;
- (j.1) for use in the operation of a generator used to produce electricity for sale; and
- (k) by such other classes of persons or for such other purposes as are prescribed by regulation.

utilisés uniquement et directement dans les opérations d'extraction de mines ou carrières non exploitées pour des travaux concernant la réparation ou la construction d'une route publique ou d'un pont public;

- f) qui est utilisée pour faire fonctionner
- (i) des machines fixes et transportables autres que celles montées sur des véhicules à moteur ou propulsées par des véhicules à moteur,
  - (i.1) l'équipement qui sert au chauffage des matières,
  - (ii) des tracteurs autres que des camions-tracteurs, ailleurs que sur une route publique, ou
  - (iii) des véhicules à moteur dont l'immatriculation n'est pas requise en vertu de la *Loi sur les véhicules à moteur*,

utilisés uniquement et directement dans la fabrication de marchandises;

- g) Abrogé : 1985, ch. 49, art. 1
- h) Abrogé : 1985, ch. 49, art. 1
- i) Abrogé : 1985, ch. 49, art. 1
- j) qui sert au chauffage ou à l'éclairage de locaux ou au chauffage de l'eau à usage domestique;
- j.1) qui est utilisée pour faire fonctionner une génératrice servant à la production d'électricité pour la vente; et
- k) par toutes autres catégories de personnes ou à toutes autres fins prévues par règlement.

**3(7) Repealed: 1979, c.30, s.2**

1965, c.3, s.3; 1966, c.60, s.2; 1968, c.31, s.1; 1969, c.36, s.1; 1971, c.37, s.2; 1976, c.26, s.2; 1977, c.23, s.1; 1978, c.26, s.1; 1979, c.30, s.2; 1981, c.30, s.2; 1981, c.59, s.29; 1983, c.35, s.1; 1983, c.36, s.1; 1985, c.49, s.1; 1986, c.40, s.2; 1987, c.23, s.2; 1988, c.61, s.2; 1989, c.12, s.2; 1989, c.13, s.1; 1991, c.40, s.2; 1992, c.47, s.2; 1993, c.7, s.2; 1994, c.28, s.4; 1996, c.84, s.2; 1997, c.H-1.01, s.52; 2001, c.4, s.2; 2002, c.3, s.1; 2003, c.33, s.2; 2007, c.24, s.1; 2007, c.62, s.2; 2011, c.39, s.1; 2012, c.40, s.2; 2015, c.42, s.1; 2020, c.7, s.1; 2023, c.17, s.102

**Regular leaded gasoline tax**

**3.1** In addition to the tax imposed under subsection 3(1), every consumer of regular leaded gasoline shall pay to the Crown in right of the Province for the public use of the Government a tax of two and two tenths cents on each litre of regular leaded gasoline purchased or consumed by the consumer.

1989, c.13, s.2; 1992, c.47, s.3; 2023, c.17, s.102

**Aviation fuel tax**

**4(1)** Every consumer of aviation fuel shall pay to the Crown in right of the Province for the public use of the Government a tax of 2.5 cents on each litre of aviation fuel purchased or consumed by the consumer or the delivery of which is received by the consumer.

**4(1.1)** Repealed: 1991, c.40, s.3

**4(2)** Where a consumer acquires aviation fuel from a collector he shall pay the tax to such collector at the time the aviation fuel is purchased or delivered.

**4(3)** Where a consumer acquires aviation fuel other than from a collector, and respecting which the tax has not been paid, he shall pay the tax as provided in section 12 and the regulations.

**4(4)** Where a consumer brings into the Province aviation fuel in the fuel tank of an aircraft, he shall pay the tax in the manner provided in section 12 and the regulations on the amount of such aviation fuel used in the Province as computed in accordance with the regulations.

**3(7) Abrogé : 1979, ch. 30, art. 2**

1965, ch. 3, art. 3; 1966, ch. 60, art. 2; 1968, ch. 31, art. 1; 1969, ch. 36, art. 1; 1971, ch. 37, art. 2; 1976, ch. 26, art. 2; 1977, ch. 23, art. 1; 1978, ch. 26, art. 1; 1979, ch. 30, art. 2; 1981, ch. 30, art. 2; 1981, ch. 59, art. 29; 1983, ch. 35, art. 1; 1983, ch. 36, art. 1; 1985, ch. 49, art. 1; 1986, ch. 40, art. 2; 1987, ch. 23, art. 2; 1988, ch. 61, art. 2; 1989, ch. 12, art. 2; 1989, ch. 13, art. 1; 1991, ch. 40, art. 2; 1992, ch. 47, art. 2; 1993, ch. 7, art. 2; 1994, ch. 28, art. 4; 1996, ch. 84, art. 2; 1997, ch. H-1.01, art. 52; 2001, ch. 4, art. 2; 2002, ch. 3, art. 1; 2003, ch. 33, art. 2; 2007, ch. 24, art. 1; 2007, ch. 62, art. 2; 2011, ch. 39, art. 1; 2012, ch. 40, art. 2; 2015, ch. 42, art. 1; 2020, ch. 7, art. 1; 2023, ch. 17, art. 102

**Taxe sur l'essence ordinaire**

**3.1** En plus de la taxe imposée en vertu du paragraphe 3(1), chaque consommateur d'essence ordinaire doit payer à la Couronne du chef de la province, pour l'usage public de l'Administration, une taxe de deux cents et deux dixièmes sur chaque litre d'essence ordinaire qu'il achète ou consomme.

1989, ch. 13, art. 2; 1992, ch. 47, art. 3; 2023, ch. 17, art. 102

**Taxe sur le carburant d'avion**

**4(1)** Tout consommateur de carburant d'avion doit payer à la Couronne du chef de la province, pour l'usage public de l'Administration, une taxe de 2,5 cents sur chaque litre de carburant d'avion qu'il achète ou consomme ou qui lui est livré.

**4(1.1)** Abrogé : 1991, ch. 40, art. 3

**4(2)** Lorsqu'un consommateur acquiert du carburant d'avion d'un percepteur, il doit payer la taxe à ce percepteur au moment où le carburant est acheté ou livré.

**4(3)** Lorsqu'un consommateur acquiert du carburant d'avion, sur lequel la taxe n'a pas été payée, d'une personne autre qu'un percepteur, il doit payer la taxe que prévoient l'article 12 et les règlements.

**4(4)** Lorsqu'un consommateur apporte du carburant d'avion dans la province dans le réservoir à carburant d'un avion, il doit payer la taxe de la façon prévue à l'article 12 et aux règlements sur la quantité de ce carburant d'avion consommée dans la province et calculée conformément aux règlements.

4(5) Where a consumer brings into the Province a quantity of aviation fuel other than in the fuel tank of an aircraft, he shall pay the tax in the manner provided in section 12 and the regulations on the amount of such fuel brought into the Province less any amount taken out of the Province other than in the fuel tank of an aircraft.

4(6) Where a consumer who keeps records in accordance with the regulations applies in accordance with the regulations on a form provided by the Minister, the Minister may refund any tax paid under subsection (1) by the applicant in connection with the purchase, consumption or receipt of aviation fuel on or after April 3, 1991 if the aviation fuel was used to refuel in New Brunswick an aircraft on an international commercial flight.

1971, c.37, s.3; 1976, c.26, s.3; 1978, c.26, s.2; 1979, c.30, s.3; 1981, c.30, s.3; 1983, c.35, s.2; 1991, c.40, s.3; 2001, c.4, s.3; 2023, c.17, s.102

4(5) Lorsqu'un consommateur apporte du carburant d'avion dans la province, d'une façon autre que dans le réservoir à carburant d'un avion, il doit payer la taxe de la façon prévue à l'article 12 et aux règlements sur ce carburant d'avion apporté dans la province, déduction faite de la quantité sortie de la province d'une façon autre que dans le réservoir à carburant d'un avion.

4(6) Lorsqu'un consommateur qui tient des registres conformément aux règlements fait une demande conformément aux règlements au moyen d'une formule fournie par le Ministre, le Ministre peut rembourser toute taxe payée en vertu du paragraphe (1) par un demandeur qui a acheté, consommé ou reçu du carburant d'avion à partir du 3 avril 1991 si ce carburant a servi à faire au Nouveau-Brunswick le plein d'un avion lors d'un vol commercial international.

1971, ch. 37, art. 3; 1976, ch. 26, art. 3; 1978, ch. 26, art. 2; 1979, ch. 30, art. 3; 1981, ch. 30, art. 3; 1983, ch. 35, art. 2; 1991, ch. 40, art. 3; 2001, ch. 4, art. 3; 2023, ch. 17, art. 102

**MARKING OR COLOURING  
OF GASOLINE**

Repealed: 1987, c.23, s.3

1987, c.23, s.3

**Repealed**

5 Repealed: 1987, c.23, s.4

1965, c.3, s.4; 1979, c.30, s.4; 1987, c.23, s.4

**MARQUAGE ET COLORATION  
DE L'ESSENCE**

Abrogé : 1987, ch. 23, art. 3

1987, ch. 23, art. 3

**Abrogé**

5 Abrogé : 1987, ch. 23, art. 4

1965, ch. 3, art. 4; 1979, ch. 30, art. 4; 1987, ch. 23, art. 4

**IMPOSITION OF THE TAX — MOTIVE FUEL**

**Motive fuel tax**

6(1) Except as provided in sections 6.1 and 6.2, every consumer of motive fuel shall pay to the Crown in right of the Province for the public use of the Government a tax of 15.45 cents on each litre of motive fuel purchased or consumed by the consumer except

(a) tax exempt motive fuel as provided for in subsection (6), or

(b) bunker fuel or crude oil used other than in a motor vehicle on the public highway.

6(1.01) Repealed: 1992, c.47, s.4

6(1.1) Repealed: 1991, c.40, s.4

**IMPOSITION DE LA TAXE — CARBURANT**

**Taxe sur le carburant**

6(1) Sauf disposition contraire des articles 6.1 et 6.2, tout consommateur de carburant doit payer à la Couronne du chef de la province, pour l'usage public de l'Administration, une taxe de 15,45 cents sur chaque litre de carburant qu'il achète ou consomme sauf

a) sur le carburant exempté de la taxe en vertu du paragraphe (6), ou

b) sur l'huile lourde ou le pétrole brut utilisés ailleurs que dans un véhicule à moteur circulant sur une route publique.

6(1.01) Abrogé : 1992, ch. 47, art. 4

6(1.1) Abrogé : 1991, ch. 40, art. 4

6(2) Where a consumer acquires motive fuel from a retailer, he shall pay the tax to such retailer at the time the motive fuel is purchased or delivered.

6(3) Where a consumer acquires motive fuel other than from a retailer and respecting which the tax has not been paid, he shall pay the tax as provided in section 12 and the regulations.

6(3.1) Notwithstanding subsection (3), where a consumer acquires motive fuel from a wholesaler and the tax on the motive fuel has not been paid, the consumer shall pay the tax to such wholesaler at the time the motive fuel is purchased or delivered.

6(4) Where a consumer brings into the Province motive fuel in the fuel tank of an internal combustion engine of a commercial vehicle or a railway locomotive he shall pay the tax in the manner provided in section 12 and the regulations on the amount of such motive fuel used in the Province as computed in accordance with the regulations.

6(5) Where a consumer brings into the Province a quantity of motive fuel other than in the fuel tank of an internal combustion engine, he shall pay the tax in the manner provided in section 12 and the regulations on the amount of such fuel brought into the Province less any amount taken out of the Province other than in the fuel tank of an internal combustion engine.

6(5.1) For the purposes of this section, the Minister may determine a person to be a farmer, wood producer, fisher, aquaculturist or silviculturist if the person meets the criteria established by regulation and submits the information and documentation required by regulation.

6(5.2) If a consumer who keeps records in accordance with the regulations applies on a form provided by the Minister, the Minister may refund any tax paid under subsection (1) by the applicant in connection with the purchase or consumption of motive fuel if the motive fuel was purchased, acquired, used or consumed by a person who is determined by the Minister to be a farmer under this Act, for use solely in the operation of a farm truck registered under the *Motor Vehicle Act* on farm land or in carrying out a farm production activity.

6(2) Lorsqu'un consommateur acquiert du carburant d'un détaillant, il doit payer la taxe à ce détaillant au moment de l'achat ou de la livraison de ce carburant.

6(3) Lorsqu'un consommateur acquiert, ailleurs que chez un détaillant, du carburant sur lequel la taxe n'a pas été payée, il doit payer cette taxe de la façon prévue à l'article 12 et dans les règlements.

6(3.1) Nonobstant le paragraphe (3), lorsqu'un consommateur acquiert du carburant d'un grossiste et que la taxe sur le carburant n'a pas été payée, le consommateur doit payer la taxe à ce grossiste au moment de l'achat ou de la livraison de cette essence.

6(4) Lorsqu'un consommateur apporte dans la province du carburant dans le réservoir de carburant du moteur à combustion interne d'un véhicule utilitaire ou d'une locomotive de chemin de fer, il doit payer la taxe de la façon prévue à l'article 12 et dans les règlements sur la quantité de ce carburant utilisée dans la province et calculée conformément aux règlements.

6(5) Lorsqu'un consommateur apporte dans la province une certaine quantité de carburant autrement que dans le réservoir à carburant d'un moteur à combustion interne, il doit payer la taxe de la façon prévue à l'article 12 et dans les règlements sur la quantité de ce carburant apportée dans la province, sous déduction de la quantité sortie de la province autrement que dans le réservoir à carburant d'un moteur à combustion interne.

6(5.1) Aux fins d'application du présent article, le Ministre peut considérer une personne comme agriculteur, producteur de bois, pêcheur, aquaculteur ou sylviculteur si la personne répond aux critères établis par règlement et présente les renseignements et documents exigés par règlement.

6(5.2) Lorsqu'un consommateur qui tient des registres conformément aux règlements fait une demande au moyen d'une formule fournie par le Ministre, le Ministre peut rembourser une taxe payée en vertu du paragraphe (1) par le requérant en rapport avec l'achat ou la consommation de carburant si le carburant a été acheté, acquis, utilisé ou consommé par une personne qui est considérée par le Ministre comme agriculteur en vertu de la présente loi, qui l'utilise uniquement pour faire fonctionner un camion agricole immatriculé sous le régime de la *Loi sur les véhicules à moteur* sur une ferme ou pour exécuter une activité agricole.



6(6) Tax exempt motive fuel may be purchased, acquired, used or consumed

(a) by a person who is determined by the Minister to be a farmer under this Act, for use solely

(i) in the operation of any equipment, other than a motor vehicle required to be registered under the *Motor Vehicle Act*, used on farm land or in carrying out a farm production activity,

(ii) in the operation of any tractor on a public highway while transporting agricultural products, inputs or machinery owned by such person,

(iii) in the operation of any tractor or combine on a public highway while moving the tractor or combine from one place to another,

(iv) in burning blueberry fields, or

(v) as a mixture for crop spraying;

(b) by a person who is determined by the Minister to be a wood producer under this Act, for use solely in the operation of

(i) a tractor, other than a truck tractor, and any other machinery for the purpose of harvesting trees in a logging operation conducted in a forest area, or

(ii) an unregistered motor vehicle while transporting wood products and while being operated on property other than a public highway;

(b.1) by a forest worker who has entered into a contract with a wood producer referred to in paragraph (b) or by an agent of such forest worker, for use solely in the operation of any machinery referred to in subparagraph (b)(i) or vehicle referred to in subparagraph (b)(ii);

(b.2) by a forest worker or an agent of a forest worker, for use solely in the operation of an unregistered motor vehicle or any other unregistered equipment or machinery in the construction or maintenance of a woods road for the purpose of harvesting trees in a logging operation conducted in a forest area;

6(6) Sont autorisés l'achat, l'acquisition, l'utilisation ou la consommation de carburant exempté de la taxe

a) par une personne qui est considérée par le Ministre comme agriculteur en vertu de la présente loi, qui l'utilise uniquement

(i) pour faire fonctionner tout appareil ou engin, autre qu'un véhicule à moteur qui doit être immatriculé en vertu de la *Loi sur les véhicules à moteur*, utilisé sur une ferme ou pour exécuter une activité agricole,

(ii) pour faire fonctionner tout tracteur utilisé sur une route publique pour transporter des produits, des intrants ou de la machinerie agricoles appartenant à cette personne,

(iii) pour faire fonctionner tout tracteur ou toute moissonneuse-batteuse utilisés sur une route publique pour les conduire d'un endroit à un autre,

(iv) pour brûler des champs de bleuets, ou

(v) comme mélange pour traiter les récoltes;

b) par une personne qui est considérée par le Ministre comme producteur de bois en vertu de la présente loi, qui l'utilise uniquement pour faire fonctionner

(i) un tracteur, autre qu'un camion-tracteur, et toute autre machine utilisés pour l'abattage des arbres lors d'une opération du bûchonnage menée en milieu forestier, ou

(ii) un véhicule à moteur non immatriculé alors qu'il transporte des produits forestiers et conduit ailleurs que sur une route publique;

b.1) par un ouvrier forestier qui a passé un contrat avec un producteur de bois visé à l'alinéa b) ou par un représentant de cet ouvrier forestier, qui l'utilise uniquement pour faire fonctionner toute machine visée au sous-alinéa b)(i) ou tout véhicule visé au sous-alinéa b)(ii);

b.2) par un ouvrier forestier ou un représentant de l'ouvrier forestier, qui l'utilise uniquement pour faire fonctionner un véhicule à moteur non immatriculé ou tout autre équipement ou machine non immatriculés utilisés pour la construction ou l'entretien d'un chemin forestier pour l'abattage des arbres lors d'une opération de bûchonnage menée en milieu forestier;

(c) by a person who is determined by the Minister to be a fisher under this Act, for use solely in the operation of any vessel while carrying on fishing operations including the operation of stationary or portable engines used in the landing of fish on a boat or to a wharf, but not for use in the operation of a vessel as a chartered boat for purposes of sport fishing;

(c.1) by a person who is determined by the Minister to be an aquaculturist under this Act, for use solely in the operation of

- (i) stationary and portable engines used solely and directly in aquaculture,
- (ii) service boats used solely and directly in aquaculture, or
- (iii) equipment used to provide heat used solely and directly in aquaculture;

(c.2) by a person who is determined by the Minister to be a silviculturist under this Act, for use solely

- (i) in the operation of a tractor, other than a truck tractor, and any other machinery for the purpose of harvesting trees in a logging operation conducted in a forest area or for harvesting trees on a Christmas tree farm,
- (ii) in the operation of an unregistered motor vehicle while transporting wood products and while being operated on property other than a public highway,
- (iii) in the operation of any equipment, other than a motor vehicle required to be registered under the *Motor Vehicle Act*, used solely and directly in silviculture, or
- (iv) as a mixture for crop spraying;

(c.3) by a forest worker who has entered into a contract with a silviculturist referred to in paragraph (c.2) or by an agent of such forest worker, for use solely in accordance with subparagraph (c.2)(i), (ii), (iii) or (iv);

c) par une personne qui est considérée par le Ministre comme pêcheur en vertu de la présente loi, qui l'utilise uniquement pour faire fonctionner tout navire au cours d'opérations de pêche y compris le fonctionnement des moteurs fixes ou portatifs utilisés pour le déchargement des poissons à un bateau ou à un débarcadère mais non pour l'exploitation d'un navire destiné à la pêche sportive à titre de bateau nolisé;

c.1) par une personne qui est considérée par le Ministre comme aquaculteur en vertu de la présente loi, qui l'utilise uniquement pour faire fonctionner

- (i) des machines fixes et transportables utilisées uniquement et directement pour l'aquaculture,
- (ii) des embarcations utilisées uniquement et directement pour l'aquaculture, ou
- (iii) de l'équipement qui sert à fournir le chauffage utilisé uniquement et directement pour l'aquaculture;

c.2) par une personne qui est considérée par le Ministre comme sylviculteur en vertu de la présente loi, qui l'utilise uniquement

- (i) pour faire fonctionner un tracteur, autre qu'un camion-tracteur, et toute autre machine utilisés pour l'abattage des arbres lors d'une opération de bûchonnage menée en milieu forestier ou pour la récolte d'arbres sur une plantation d'arbres de Noël,
- (ii) pour faire fonctionner un véhicule à moteur non immatriculé alors qu'il transporte des produits forestiers et conduit ailleurs que sur une route publique,
- (iii) pour faire fonctionner tout appareil ou engin autre qu'un véhicule à moteur qui doit être immatriculé en vertu de la *Loi sur les véhicules à moteur* utilisé uniquement et directement pour la silviculture, ou
- (iv) comme mélange pour traiter les récoltes;

c.3) par un ouvrier forestier qui a passé un contrat avec un sylviculteur visé à l'alinéa c.2) ou par un représentant de cet ouvrier forestier, qui l'utilise uniquement conformément au sous-alinéa c.2)(i), (ii), (iii) ou (iv);

(d) for use in the operation of a registered vessel within the meaning of the *Canada Shipping Act* (Canada), exceeding two hundred tons gross tonnage but not for use in the operation of a registered vessel within the meaning of the *Canada Shipping Act* (Canada) that is used for dredging purposes;

(e) for use in the operation of diesel powered

- (i) self-propelled trucks, which are mounted on rubber-tired wheels, with an unladen gross mass of forty-five hundred kilograms or more,
- (ii) stationary engines,
- (iii) portable engines, or
- (iv) tractors other than truck tractors,

while being used solely and directly in mining or quarrying not carried on in connection with the repair or construction of a public highway or a public bridge;

(f) for use in the operation of

- (i) stationary and portable engines other than those mounted on motor vehicles or propelled by motor vehicles,
  - (i.1) equipment used to heat materials,
- (ii) tractors other than truck tractors on property other than a public highway, or
- (iii) motor vehicles which are not required by the *Motor Vehicle Act* to be registered under that Act,

while being used solely and directly in the manufacturing of goods;

(g) Repealed: 1985, c.49, s.2

(h) Repealed: 1985, c.49, s.2

(i) Repealed: 1985, c.49, s.2

(i.1) for use in the preparation of food;

d) pour faire fonctionner un navire immatriculé selon le sens de la *Loi sur la marine marchande du Canada* (Canada), et dont la jauge brute excède deux cents tonneaux mais non pour faire fonctionner un navire immatriculé selon le sens de la *Loi sur la marine marchande du Canada* (Canada), qui est utilisé aux fins de dragage;

e) qui est utilisé pour faire fonctionner des engins à moteur diesel, tels que

- (i) des camions automoteurs, montés sur pneus en caoutchouc, dont la masse brute à vide est de quatre mille cinq cent kilogrammes ou plus,
- (ii) des machines fixes,
- (iii) des machines transportables, ou
- (iv) des tracteurs autres que des camions-tracteurs,

utilisés uniquement et directement dans les opérations d'extraction de mines ou carrières non exploitées pour des travaux concernant la réparation ou la construction d'une route publique ou d'un pont public;

f) qui est utilisé pour faire fonctionner

- (i) des machines fixes et transportables autres que celles montées sur des véhicules à moteur ou propulsées par des véhicules à moteur,
  - (i.1) de l'équipement utilisé pour chauffer des matières,
- (ii) des tracteurs autres que des camions-tracteurs, ailleurs que sur une route publique, ou
- (iii) des véhicules à moteur dont l'immatriculation n'est pas requise en vertu de la *Loi sur les véhicules à moteur*,

utilisés uniquement et directement dans la fabrication de marchandises;

g) Abrogé : 1985, ch. 49, art. 2

h) Abrogé : 1985, ch. 49, art. 2

i) Abrogé : 1985, ch. 49, art. 2

i.1) qui est utilisé pour la préparation des aliments;

(j) for the purpose of heating or lighting premises or heating water for domestic use;

(j.1) for use in the operation of a generator used to produce electricity for sale; and

(k) by such other classes of persons or for such other purposes as are prescribed by regulation.

**6(7)** Where a consumer who keeps records in accordance with the regulations applies on a form provided by the Minister, the Minister may refund any tax paid under subsection (1) by the applicant in connection with the purchase or consumption of motive fuel if the motive fuel was purchased, acquired, used or consumed in accordance with paragraph (6)(a), (b), (b.1), (b.2), (c), (c.1), (c.2), (c.3), (d), (e), (f), (i.1), (j), (j.1) or (k).

1965, c.3, s.5; 1966, c.60, s.6-8; 1971, c.37, s.4; 1976, c.26, s.4; 1978, c.26, s.3; 1979, c.30, s.5; 1981, c.30, s.4; 1981, c.59, s.29; 1982, c.28, s.1; 1983, c.35, s.3; 1985, c.49, s.2; 1986, c.40, s.3; 1987, c.23, s.5; 1988, c.61, s.3; 1989, c.12, s.3; 1991, c.40, s.4; 1992, c.47, s.4; 1993, c.7, s.3; 1994, c.28, s.5; 1996, c.84, s.3; 1997, c.H-1.01, s.52; 2002, c.3, s.2; 2003, c.33, s.3; 2007, c.62, s.3; 2011, c.39, s.2; 2012, c.40, s.3; 2015, c.42, s.2; 2020, c.7, s.2; 2023, c.17, s.102

### Motive fuel tax, railway locomotives

**6.1(1)** Except as provided in subsection (2), every consumer of motive fuel who uses that motive fuel solely for the operation of railway locomotives and equipment attached directly to the same fuel supply system that services the railway locomotive shall pay to the Crown in right of the Province for the public use of the Government a tax of 4.3 cents on each litre of motive fuel purchased or consumed by the consumer.

**6.1(1.1)** Repealed: 1991, c.40, s.5

**6.1(2)** Tax exempt motive fuel may be purchased, acquired, used or consumed for the operation of a railway locomotive while being used in a mine or quarry for the sole purpose of providing transportation necessarily incidental to a mining operation.

j) qui sert au chauffage ou à l'éclairage de locaux ou au chauffage de l'eau à usage domestique;

j.1) qui est utilisé pour faire fonctionner une génératrice servant à la production d'électricité pour la vente; et

k) par toutes autres catégories de personnes ou à toutes fins prévues par règlement.

**6(7)** Lorsqu'un consommateur qui tient des registres conformément aux règlements fait une demande au moyen d'une formule fournie par le Ministre, le Ministre peut rembourser une taxe payée en vertu du paragraphe (1) par le requérant en rapport avec l'achat ou la consommation de carburant si le carburant a été acheté, acquis, utilisé ou consommé conformément à l'alinéa (6)a), b), b.1), b.2), c), c.1), c.2), c.3), d), e), f), i.1), j), j.1) ou k).

1965, ch. 3, art. 5; 1966, ch. 60, art. 6-8; 1971, ch. 37, art. 4; 1976, ch. 26, art. 4; 1977, ch. 23, art. 1; 1978, ch. 26, art. 3; 1979, ch. 30, art. 5; 1981, ch. 30, art. 4; 1981, ch. 59, art. 29; 1982, ch. 28, art. 1; 1983, ch. 35, art. 3; 1985, ch. 49, art. 2; 1986, ch. 40, art. 3; 1987, ch. 23, art. 5; 1988, ch. 61, art. 3; 1989, ch. 12, art. 3; 1991, ch. 40, art. 4; 1992, ch. 47, art. 4; 1993, ch. 7, art. 3; 1994, ch. 28, art. 5; 1996, ch. 84, art. 3; 1997, ch. H-1.01, art. 52; 2002, ch. 3, art. 2; 2003, ch. 33, art. 3; 2007, ch. 62, art. 3; 2011, ch. 39, art. 2; 2012, ch. 40, art. 3; 2015, ch. 42, art. 2; 2020, ch. 7, art. 2; 2023, ch. 17, art. 102

### Taxe sur le carburant; locomotive

**6.1(1)** Sauf disposition contraire du paragraphe (2), tout consommateur de carburant qui l'utilise uniquement pour faire fonctionner des locomotives de chemin de fer et le matériel directement lié au même système alimenté au carburant qui dessert la locomotive, doit payer à la Couronne du chef de la province, pour l'usage public de l'Administration, une taxe de 4,3 cents sur chaque litre de carburant qu'il achète ou consomme.

**6.1(1.1)** Abrogé : 1991, ch. 40, art. 5

**6.1(2)** Sont autorisés l'achat, l'acquisition, l'utilisation ou la consommation de carburant exempté de la taxe pour faire fonctionner une locomotive de chemin de fer utilisée dans une mine ou une carrière à seule fin d'assurer le transport nécessairement accessoire aux travaux miniers.

**6.1(3)** Where a consumer who keeps records in accordance with the regulations applies on a form provided by the Minister, the Minister may refund any tax paid under subsection (1) by the applicant in connection with the purchase or consumption of motive fuel if the motive fuel was purchased, acquired, used or consumed in accordance with subsection (2).

1979, c.30, s.6; 1981, c.30, s.5; 1983, c.35, s.4; 1991, c.40, s.5; 2007, c.62, s.4; 2023, c.17, s.102

### **Propane tax**

**6.2(1)** Every consumer of propane shall pay to the Crown in right of the Province for the public use of the Government a tax of 6.7 cents on each litre of propane purchased or consumed by the consumer.

**6.2(1.1)** Where a consumer who keeps records in accordance with the regulations applies on a form provided by the Minister, the Minister may refund any tax paid under subsection (1) by the applicant in connection with the purchase or consumption of propane if the propane was purchased, acquired, used or consumed in accordance with paragraph 6(6)(a), (b), (b.1), (b.2), (c), (c.1), (c.2), (c.3), (d), (e), (f), (i.1), (j), (j.1) or (k).

**6.2(1.2)** Subsection 6(5.1) applies for the purposes of subsection (1.1).

**6.2(2)** Repealed: 1991, c.40, s.6

**6.2(3)** Repealed: 1991, c.40, s.6

1982, c.28, s.2; 1983, c.35, s.5; 1991, c.40, s.6; 2007, c.62, s.5; 2023, c.17, s.102

### **IMPOSITION OF THE TAX – CARBON EMITTING PRODUCTS**

Repealed: 2023, c.11, s.5

2020, c.6, s.4; 2023, c.11, s.5

### **Tax on carbon emitting products**

Repealed: 2023, c.11, s.6

2020, c.6, s.4; 2023, c.11, s.6

**6.3** Repealed: 2023, c.11, s.7

2020, c.6, s.4; 2023, c.11, s.7

**6.1(3)** Lorsqu'un consommateur qui tient des registres conformément aux règlements fait une demande au moyen d'une formule fournie par le Ministre, le Ministre peut rembourser une taxe payée en vertu du paragraphe (1) par le requérant en rapport avec l'achat ou la consommation de carburant si le carburant a été acheté, acquis, utilisé ou consommé conformément au paragraphe (2).

1979, ch. 30, art. 6; 1981, ch. 30, art. 5; 1983, ch. 35, art. 4; 1991, ch. 40, art. 5; 2007, ch. 62, art. 4; 2023, ch. 17, art. 102

### **Taxe sur le propane**

**6.2(1)** Tout consommateur de propane doit verser à la Couronne du chef de la province, pour l'usage public de l'Administration, une taxe de 6,7 cents sur chaque litre de propane qu'il achète ou consomme.

**6.2(1.1)** Lorsqu'un consommateur qui tient des registres conformément aux règlements fait une demande au moyen d'une formule fournie par le Ministre, le Ministre peut rembourser une taxe payée en vertu du paragraphe (1) par le requérant en rapport avec l'achat ou la consommation de propane si le propane a été acheté, acquis, utilisé ou consommé conformément à l'alinéa 6(6)a), b), b.1), b.2), c), c.1), c.2), c.3), d), e), f), i.1), j), j.1) ou k).

**6.2(1.2)** Le paragraphe 6(5.1) s'applique aux fins d'application du paragraphe (1.1).

**6.2(2)** Abrogé : 1991, ch. 40, art. 6

**6.2(3)** Abrogé : 1991, ch. 40, art. 6

1982, ch. 28, art. 2; 1983, ch. 35, art. 5; 1991, ch. 40, art. 6; 2007, ch. 62, art. 5; 2023, ch. 17, art. 102

### **IMPOSITION DE LA TAXE – PRODUITS ÉMETTEURS DE CARBONE**

Abrogé : 2023, ch. 11, art. 5

2020, ch. 6, art. 4; 2023, ch. 11, art. 5

### **Taxe sur les produits émetteurs de carbone**

Abrogé : 2023, ch. 11, art. 6

2020, ch. 6, art. 4; 2023, ch. 11, art. 6

**6.3** Abrogé : 2023, ch. 11, art. 7

2020, ch. 6, art. 4; 2023, ch. 11, art. 7

## MARKING OR COLOURING OF MOTIVE FUEL

### Marked or coloured motive fuel

7(1) Motive fuel to be used for any purpose in subsection 6(6) may be marked or coloured as provided by regulation.

7(1.01) The marker or colouring shall comply with the technical specifications provided by the Minister.

7(1.02) The *Regulations Act* does not apply to the technical specifications referred to in subsection (1.01).

7(1.1) A person who is the holder of a marking authorization permit under paragraph 15(1)(b.1) shall mark or colour tax exempt motive fuel in accordance with the regulations.

7(2) No person shall use or purchase tax exempt motive fuel except as provided in subsection 6(6).

7(2.1) Repealed: 2023, c.11, s.8

7(3) Repealed: 1979, c.30, s.7

1965, c.3, s.6; 1966, c.60, s.9; 1979, c.30, s.7; 1999, c.15, s.2; 2014, c.15, s.1; 2020, c.6, s.5; 2023, c.11, s.8

## LOSSES OF GASOLINE OR MOTIVE FUEL

2023, c.11, s.9

### Penalty for unverifiable losses of gasoline or motive fuel

2020, c.6, s.7; 2023, c.11, s.10

7.01(1) Every collector shall justify and establish to the satisfaction of the Minister any claim made by the collector for the loss of gasoline or motive fuel.

7.01(2) Every collector who has excess unverifiable losses of gasoline or motive fuel, calculated in accordance with the regulations, shall pay a penalty, when assessed therefor by the Minister, equal to the amount of the tax that would have been collectable by the collector if the quantity of gasoline or motive fuel that exceeds the threshold prescribed by regulation for an unverifiable loss had been sold to a consumer liable to pay the tax under this Act.

## MARQUAGE OU COLORATION DU CARBURANT

### Carburant marqué ou coloré

7(1) Le carburant destiné à toute fin prévue au paragraphe 6(6) peut être marqué ou coloré de la façon prescrite par règlement.

7(1.01) Le produit de marquage ou le colorant sont conformes aux spécifications techniques que le Ministre fournit.

7(1.02) La *Loi sur les règlements* ne s'applique pas aux spécifications techniques visées au paragraphe (1.01).

7(1.1) Toute personne titulaire d'un permis autorisant le marquage prévu à l'alinéa 15(1)b.1 doit marquer ou colorer le carburant exempté de la taxe conformément aux règlements.

7(2) Nul ne peut utiliser ni acheter du carburant exempté de la taxe, sauf dans les cas prévus au paragraphe 6(6).

7(2.1) Abrogé : 2023, ch. 11, art. 8

7(3) Abrogé : 1979, ch. 30, art. 7

1965, ch. 3, art. 6; 1966, ch. 60, art. 9; 1979, ch. 30, art. 7; 1999, ch. 15, art. 2; 2014, ch. 15, art. 1; 2020, ch. 6, art. 5; 2023, ch. 11, art. 8

## PERTES D'ESSENCE OU DE CARBURANT

2023, ch. 11, art. 9

### Pénalités pour pertes invérifiables d'essence ou de carburant

2020, ch. 6, art. 7; 2023, ch. 11, art. 10

7.01(1) Tout percepteur justifie et établit d'une façon jugée satisfaisante par le Ministre la réclamation qu'il présente pour la perte d'essence ou de carburant.

7.01(2) Tout percepteur qui subit des pertes invérifiables excédentaires d'essence ou de carburant calculées conformément aux règlements d'application paie une pénalité, lorsque le Ministre établit une cotisation à cet effet, égale au montant de la taxe qui aurait été percevable par le percepteur si la quantité d'essence ou de carburant qui dépasse le seuil réglementaire au titre d'une perte invérifiable avait été vendue à un consommateur assujetti à la taxe en vertu de la présente loi.

**7.01(3)** If an assessment or reassessment was done between January 1, 1997, and the date of the enactment of this section, inclusive, pertaining to the tax payable on excess unverifiable losses of gasoline or motive fuel, the tax so determined shall be deemed to be the penalty payable under subsection (2) and, unless collected by the Province before the date of the enactment of this section, is due and payable immediately to the Province by the person subject to the assessment or reassessment despite any judgment to the contrary, whether the judgment is obtained before, on or after the enactment of this section.

**7.01(4)** If any amount of the tax referred to in subsection (3) was collected by the Province, the amount shall by this section be conclusively deemed to have been collected and retained by the Province, without compensation, as payment for the penalty despite any judgment obtained by any person for recovery of the amount, whether the judgment is obtained before, on or after the enactment of this section.

**7.01(5)** Repealed: 2015, c.6, s.9  
2009, c.9, s.1; 2015, c.6, s.9; 2020, c.6, s.8; 2023, c.11, s.11

#### **RETAILERS OF TAX EXEMPT MOTIVE FUEL**

1996, c.84, s.4

#### **Responsibility of retailers of tax exempt motive fuel**

**7.1** No retailer shall sell or deliver tax exempt motive fuel to any consumer, unless the retailer ensures, in accordance with guidelines under the regulations, that the consumer is authorized to purchase or acquire tax exempt motive fuel under subsection 6(6).

1996, c.84, s.4

**7.01(3)** Si une cotisation ou une nouvelle cotisation a été établie entre le 1<sup>er</sup> janvier 1997 et la date d'édiction du présent article inclusivement à l'égard de la taxe à payer sur des pertes invérifiables excédentaires d'essence ou de carburant, la taxe ainsi établie est réputée constituer la pénalité à payer en vertu du paragraphe (2) et, sauf si la province l'a perçue avant la date d'édiction du présent article, est exigible et payable immédiatement à la province par quiconque est assujéti à cette cotisation ou à cette nouvelle cotisation, malgré tout jugement à l'effet contraire, que le jugement ait été obtenu avant ou après l'édiction du présent article ou à la date de son édicition.

**7.01(4)** Si la province a perçu tout montant de la taxe visée au paragraphe (3), ce montant est par le présent article définitivement réputé avoir été perçu et retenu par la province, sans indemnisation, à titre de paiement de la pénalité, malgré tout jugement obtenu par quiconque pour le recouvrement de ce montant, que le jugement ait été obtenu avant ou après l'édiction du présent article ou à la date de son édicition.

**7.01(5)** Abrogé : 2015, ch. 6, art. 9  
2009, ch. 9, art. 1; 2015, ch. 6, art. 9; 2020, ch. 6, art. 8; 2023, ch. 11, art. 11

#### **DÉTAILLANTS DE CARBURANT EXEMPTÉ DE LA TAXE**

1996, ch. 84, art. 4

#### **Responsabilité des détaillants de carburant exempté de la taxe**

**7.1** Nul détaillant ne peut vendre ou livrer du carburant exempté de la taxe à un consommateur, sauf si le détaillant veille à ce que, conformément aux lignes directrices établies en vertu des règlements, le consommateur soit autorisé à acheter ou à acquérir du carburant exempté de la taxe en vertu du paragraphe 6(6).

1996, ch. 84, art. 4

**RETAILERS OF A TAX EXEMPT CARBON  
EMITTING PRODUCT**

Repealed: 2023, c.11, s.12

2020, c.6, s.9; 2023, c.11, s.12

**Responsibility of retailers of a tax exempt carbon  
emitting product**

Repealed: 2023, c.11, s.13

2020, c.6, s.9; 2023, c.11, s.13

**7.2** Repealed: 2023, c.11, s.14

2020, c.6, s.9; 2023, c.11, s.14

**COLLECTION AND REMISSION OF TAX**

**Collection of taxes**

**8** The tax shall be collected by such persons as are prescribed by regulation.

1965, c.3, s.7; 1983, c.R-10.22, s.45

**Invoice**

**8.1** Every person authorized to sell aviation fuel, gasoline of any quality or kind or motive fuel of any quality or kind shall record on the invoice for each sale, at the time of delivery, the name and address of the purchaser, the type of aviation fuel, gasoline or motive fuel purchased, the quantity purchased, the amount of tax, if applicable, and the price.

2012, c.54, s.1; 2020, c.6, s.10; 2023, c.11, s.15

**Repealed**

**9** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.45

1965, c.3, s.8; 1979, c.30, s.8; 1983, c.R-10.22, s.45

**Estimate of tax and suspension, cancellation or  
revocation of licence or permit**

**10(1)** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.45

**10(1.1)** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.45

**10(2)** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.45

**10(3)** In addition to any penalty that may be imposed, any person who uses or consumes tax exempt motive

**DÉTAILLANTS D'UN PRODUIT  
ÉMETTEUR DE CARBONE  
EXEMPTÉ DE LA TAXE**

Abrogé : 2023, ch. 11, art. 12

2020, ch. 6, art. 9; 2023, ch. 11, art. 12

**Responsabilité des détaillants d'un produit émetteur  
de carbone exempté de la taxe**

Abrogé : 2023, ch. 11, art. 13

2020, ch. 6, art. 9; 2023, ch. 11, art. 13

**7.2** Abrogé : 2023, ch. 11, art. 14

2020, ch. 6, art. 9; 2023, ch. 11, art. 14

**PERCEPTION ET REMISE DE LA TAXE**

**Perception de la taxe**

**8** La taxe doit être perçue par les personnes désignées par règlement.

1965, ch. 3, art. 7; 1983, ch. R-10.22, art. 45

**Facture**

**8.1** Toute personne qui est autorisée à vendre soit du carburant d'avion, soit de l'essence ou du carburant de toute qualité ou de tout type est tenue, au moment de la livraison, d'inscrire sur la facture correspondant à chaque vente les nom et adresse de l'acheteur, le type de carburant d'avion, d'essence ou de carburant acheté, la quantité achetée, le montant de la taxe, s'il y a lieu, et le prix payé.

2012, ch. 54, art. 1; 2020, ch. 6, art. 10; 2023, ch. 11, art. 15

**Abrogé**

**9** Abrogé : 1983, ch. R-10.22, art. 45

1965, ch. 3, art. 8; 1979, ch. 30, art. 8; 1983, ch. R-10.22, art. 45

**Évaluation de la taxe et suspension, annulation ou  
révocation d'une licence ou d'un permis**

**10(1)** Abrogé : 1983, ch. R-10.22, art. 45

**10(1.1)** Abrogé : 1983, ch. R-10.22, art. 45

**10(2)** Abrogé : 1983, ch. R-10.22, art. 45

**10(3)** En plus de toute peine qui peut être imposée, toute personne qui utilise ou consomme du carburant



fuel in a manner contrary to the Act and the regulations shall be subject to assessment and taxation in respect of such consumption and the commissioner may estimate the tax that should have been paid on such consumption and such estimated tax shall be deemed to be the amount of tax due and payable.

**10(3.1)** In addition to any penalty that may be imposed, any retailer who sells tax exempt motive fuel in a manner contrary to the Act and the regulations shall be subject to assessment and taxation in respect of those sales and the commissioner may estimate the tax that should have been collected on those sales and such estimated tax shall be deemed to be the amount of tax due and payable.

**10(4)** The commissioner may cause to be served or delivered by post a notice in writing to the collector, consumer or retailer requiring that such estimated amount be paid over to the Minister within thirty days after the day on which the notice was served or would, in the normal course of the mail, be delivered.

**10(5)** Proof that notice under subsection (4) has been served or delivered shall constitute *prima facie* proof that the amount stated therein as owing to the Crown is so owing.

**10(6)** Failure by a collector, consumer, interjurisdictional carrier or retailer to

- (a) make a return,
- (b) make a remittance, or
- (c) substantiate by records as required,

is cause for suspension, cancellation or revocation of any licence or permit held by the collector, consumer, interjurisdictional carrier or retailer.

1965, c.3, s.9; 1971, c.37, s.5, 6; 1979, c.30, s.9; 1983, c.R-10.22, s.45; 1987, c.23, s.6; 1997, c.H-1.01, s.52; 1999, c.15, s.3; 2007, c.62, s.6; 2012, c.54, s.2; 2020, c.6, s.11; 2023, c.11, s.16; 2023, c.17, s.102

### Bonds

**11(1)** The Minister may require any person designated by regulation to enter into a bond to the Crown in right

exempté de la taxe, d'une manière contraire à la loi et au règlement, est assujettie à l'évaluation et à la taxation relativement à cette consommation et le commissaire peut évaluer la taxe qui aurait dû être payée sur cette consommation, et cette évaluation de taxe est réputée être le montant de la taxe due et payable.

**10(3.1)** En plus de toute peine qui peut être imposée, tout détaillant qui vend du carburant exempté de la taxe d'une manière contraire à la loi et aux règlements est assujetti à l'évaluation et à la taxation relativement à cette vente et le commissaire peut évaluer la taxe qui aurait dû être perçue sur cette vente, et cette évaluation de taxe est réputée être le montant de la taxe due et payable.

**10(4)** Le commissaire peut faire signifier ou délivrer par la poste un avis écrit au percepteur, au consommateur ou au détaillant pour leur enjoindre de verser ce montant estimatif au Ministre dans les trente jours de la signification de l'avis ou de la date à laquelle cet avis serait normalement distribué par la poste.

**10(5)** La preuve qu'un avis prévu au paragraphe (4) a été signifié ou distribué constitue une preuve *prima facie* que la somme y énoncée comme étant due à la Couronne est véritablement due.

**10(6)** Le défaut de la part d'un percepteur, d'un consommateur, d'un transporteur interterritorial ou d'un détaillant

- a) de faire une déclaration,
- b) d'effectuer une remise, ou
- c) de les appuyer par les registres comme il est requis,

constitue un motif de suspension, d'annulation ou de révocation de toute licence ou de tout permis que détient le percepteur, le consommateur, le transporteur interterritorial ou le détaillant.

1965, ch. 3, art. 9; 1971, ch. 37, art. 5, 6; 1979, ch. 30, art. 9; 1983, ch. R-10.22, art. 45; 1987, ch. 23, art. 6; 1997, ch. H-1.01, art. 52; 1999, ch. 15, art. 3; 2007, ch. 62, art. 6; 2012, ch. 54, art. 2; 2020, ch. 6, art. 11; 2023, ch. 11, art. 16; 2023, ch. 17, art. 102

### Cautionnements

**11(1)** Le Ministre peut enjoindre à toute personne que désigne un règlement de remettre un cautionnement à la

of the Province for the due performance and discharge of his duties under this Act.

**11(2)** The bond shall be in such sum, with such sureties and subject to such conditions as the Minister requires.

**11(3)** Where any person required to furnish a bond fails to do so, the Minister, after two clear days notice in writing of his intention to do so, given or mailed by registered mail to that person may, by any person duly authorized by him for the purpose, enter upon that person's premises and close them to the public until such bond is furnished.

1965, c.3, s.10; 2023, c.17, s.102

### **Report and payment of tax on importation**

**12(1)** Every person who brings or causes to be brought into the Province or who receives delivery in the Province of aviation fuel, gasoline or motive fuel, on which the tax imposed under this Act has not been paid, for his own consumption or for the consumption of another at his own expense shall make a report to the Minister in accordance with the regulations and pay the tax.

**12(2)** Every person who brings or causes to be brought into the Province or who receives delivery in the Province of aviation fuel, gasoline or motive fuel, on which the tax imposed under this Act has not been paid, on behalf of or as agent for a principal shall make a report to the Minister in accordance with the regulations and pay the tax.

1965, c.3, s.11; 1966, c.60, s.10; 1971, c.37, s.7; 1979, c.30, s.10; 1989, c.12, s.4; 2020, c.6, s.12; 2023, c.11, s.17

### **Agreement with a Province or State**

**12.1(1)** The Minister, with the approval of the Lieutenant-Governor in Council, may enter into an agreement with any other jurisdiction to collect and apportion the tax payable in relation to gasoline and motive fuel purchased for or consumed in qualified motor vehicles engaged in interprovincial or international travel on a basis of distance travelled within each jurisdiction that is a party to the agreement.

**12.1(1.1)** Repealed: 2023, c.11, s.18

Couronne du chef de la province pour garantir le bon accomplissement des fonctions qui lui incombent en application de la présente loi.

**11(2)** Le Ministre doit fixer le montant, les garanties et les modalités du cautionnement.

**11(3)** Lorsqu'une personne tenue de fournir un cautionnement omet de le faire, le Ministre peut, deux jours francs après lui avoir remis ou adressé par courrier recommandé un avis écrit l'informant de son intention, et par le truchement de toute personne qu'il a dûment autorisée à cette fin, pénétrer dans les locaux de cette personne et en interdire l'accès au public jusqu'au dépôt de ce cautionnement.

1965, ch. 3, art. 10; 2023, ch. 17, art. 102

### **Déclaration et paiement de la taxe sur importation**

**12(1)** Toute personne qui apporte ou fait apporter dans la province ou reçoit par livraison dans la province du carburant d'avion, de l'essence ou du carburant sur lesquels la taxe imposée en application de la présente loi n'a pas été payée, pour sa propre consommation ou pour celle d'une autre personne à ses propres dépens doit faire un rapport au Ministre conformément aux règlements et payer la taxe.

**12(2)** Toute personne qui apporte ou fait apporter dans la province ou reçoit par livraison dans la province du carburant d'avion, de l'essence ou du carburant sur lesquels la taxe imposée en application de la présente loi n'a pas été payée, au nom ou comme représentant d'un commettant doit faire un rapport au Ministre conformément aux règlements et payer la taxe.

1965, ch. 3, art. 11; 1966, ch. 60, art. 10; 1971, ch. 37, art. 7; 1979, ch. 30, art. 10; 1989, ch. 12, art. 4; 2020, ch. 6, art. 12; 2023, ch. 11, art. 17

### **Entente avec une province ou un État**

**12.1(1)** Le Ministre peut, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, conclure une entente avec toute autre autorité législative pour la perception et le partage de la taxe payable à l'égard de l'essence et des carburants achetés pour les véhicules à moteur admissibles qui servent au transport interprovincial ou international ou consommés par ces véhicules, ayant pour base la distance parcourue à l'intérieur de chaque juridiction qui est une partie à l'entente.

**12.1(1.1)** Abrogé : 2023, ch. 11, art. 18

**12.1(2)** An agreement entered into under subsection (1) may contain provisions respecting

- (a) the payment, collection, division and apportionment of tax on gasoline and motive fuel,
- (b) the identification of qualified motor vehicles operated by an interjurisdictional carrier,
- (c) the registration and licensing of interjurisdictional carriers,
- (d) record keeping and reporting requirements and base jurisdiction accounting,
- (e) assessment and appeal procedures,
- (f) membership and expulsion of parties to the agreement, and
- (g) such other provisions as are necessary for the administration of the agreement.

**12.1(3)** Repealed: 1999, c.15, s.4

1993, c.34, s.2; 1999, c.15, s.4; 2003, c.33, s.4; 2020, c.6, s.13; 2023, c.11, s.18

### **Registration of interjurisdictional carrier**

**12.2(1)** No person shall act as an interjurisdictional carrier unless the person is registered with the Minister.

**12.2(2)** Subject to subsection (3), a person is considered to be registered as an interjurisdictional carrier with the Minister if the person holds

- (a) an IFTA licence issued by a jurisdiction other than New Brunswick,
- (b) an IFTA licence issued by the Minister, or
- (c) a single trip fuel permit issued by the Minister.

**12.2(3)** A person who holds a licence referred to in subsection (2), when operating a qualified motor vehicle, is considered to be registered with the Minister only if the person

- (a) affixes registration decals on the qualified motor vehicle in accordance with the regulations and main-

**12.1(2)** Une entente conclue en vertu du paragraphe (1) peut contenir des dispositions concernant

- a) le paiement, la perception, la division et le partage de la taxe sur l'essence et les carburants,
- b) l'identification des véhicules à moteur admissibles utilisés par un transporteur interterritorial,
- c) l'octroi des immatriculations et des licences aux transporteurs interterritoriaux,
- d) les exigences quant à la tenue de registres et les rapports et la comptabilité selon la juridiction,
- e) les procédures d'évaluation et d'appel,
- f) l'adhésion en tant que parties et l'expulsion de parties à l'entente, et
- g) toutes dispositions qui sont nécessaires à l'administration de l'entente.

**12.1(3)** Abrogé : 1999, ch. 15, art. 4

1993, ch. 34, art. 2; 1999, ch. 15, art. 4; 2003, ch. 33, art. 4; 2020, ch. 6, art. 13; 2023, ch. 11, art. 18

### **Immatriculation des transporteurs interterritoriaux**

**12.2(1)** Seule la personne immatriculée auprès du Ministre peut agir à titre de transporteur interterritorial.

**12.2(2)** Sous réserve du paragraphe (3), une personne est considérée être immatriculée auprès du Ministre à titre de transporteur interterritorial si elle est titulaire

- a) d'une licence de l'IFTA délivrée par une autre autorité législative que le Nouveau-Brunswick,
- b) d'une licence de l'IFTA délivrée par le Ministre, ou
- c) d'un permis de combustible pour voyage simple délivré par le Ministre.

**12.2(3)** Lorsqu'elle utilise un véhicule à moteur admissible, la personne titulaire d'une licence visée au paragraphe (2) n'est considérée être immatriculée auprès du Ministre que si elle

- a) appose des vignettes d'immatriculation sur le véhicule à moteur admissible conformément aux règle-

tains the decals on the vehicle in accordance with the regulations, and

(b) maintains a copy of the IFTA licence issued to the licensee in the qualified motor vehicle.

1999, c.15, s.5

#### **Application for IFTA licence**

**12.3(1)** A person whose base jurisdiction is New Brunswick and who proposes to act as an interjurisdictional carrier may apply to the Minister for an IFTA licence in the form provided by the Minister and shall pay the prescribed fees with the application.

**12.3(2)** An interjurisdictional carrier who is issued an IFTA licence by the Minister is entitled to be issued registration decals upon application in the form provided by the Minister and payment of the prescribed fees.

1999, c.15, s.5

#### **Application for single trip fuel permit**

**12.4(1)** An interjurisdictional carrier who is not registered with the Minister pursuant to paragraph 12.2(2)(a) or (b) and who intends to bring into the Province, either personally or otherwise, gasoline or motive fuel in the fuel tank of an internal combustion engine of a qualified motor vehicle shall obtain a single trip fuel permit before entering the Province.

**12.4(1.1)** An interjurisdictional carrier may apply for a single trip fuel permit in the form provided by the Minister accompanied by an amount of tax determined as follows:

- (a) in the case of motive fuel brought into the Province,
  - (i) by dividing 1.77 into the tax per litre of motive fuel at the time the motive fuel is brought into the Province,
  - (ii) by rounding up the figure obtained in subparagraph (i) to the next cent per kilometre or 4 cents, whichever is the greater,

ments et conserve les vignettes sur le véhicule conformément aux règlements, et

b) conserve dans le véhicule à moteur admissible une copie de la licence de l'IFTA qui lui a été délivrée.

1999, ch. 15, art. 5

#### **Demande de licence de l'IFTA**

**12.3(1)** La personne qui relève de l'autorité législative de base du Nouveau-Brunswick et qui se propose d'agir à titre de transporteur interterritorial peut faire au Ministre une demande de licence de l'IFTA selon la formule fournie par le Ministre et doit payer les droits prescrits avec la demande.

**12.3(2)** Le transporteur interterritorial à qui le Ministre délivre une licence de l'IFTA a le droit d'obtenir des vignettes d'immatriculation sur demande, selon la formule fournie par le Ministre et sur paiement des droits prescrits.

1999, ch. 15, art. 5

#### **Demande de permis de combustible pour voyage simple**

**12.4(1)** Le transporteur interterritorial qui n'est pas immatriculé auprès du Ministre conformément à l'alinéa 12.2(2)a) ou b) et qui prévoit apporter dans la province, soit personnellement ou autrement, de l'essence ou du carburant dans le réservoir d'un véhicule à moteur admissible muni d'un moteur à combustion interne doit, avant l'entrée du véhicule dans la province, obtenir un permis de combustible pour voyage simple.

**12.4(1.1)** Le transporteur interterritorial peut solliciter un permis de combustible pour voyage simple au moyen de la formule que lui fournit le Ministre accompagnée du montant de la taxe fixé comme suit :

- a) dans le cas du carburant qui est apporté dans la province :
  - (i) en divisant par 1,77 le montant de la taxe sur un litre de carburant au moment où celui-ci est apporté dans la province,
  - (ii) en arrondissant le montant obtenu au sous-alinéa (i) au plus proche cent supérieur par kilomètre ou 4 cents, le montant le plus élevé étant retenu,

(iii) by multiplying the figure obtained in subparagraph (ii) by the number of kilometres of proposed travel, and

(iv) by adding \$25 to the product obtained in subparagraph (iii); or

(b) in the case of gasoline brought into the Province,

(i) by dividing 1.25 into the tax per litre of gasoline at the time the gasoline is brought into the Province,

(ii) by rounding up the figure obtained in subparagraph (i) to the next cent per kilometre or 4 cents, whichever is the greater,

(iii) by multiplying the figure obtained in subparagraph (ii) by the number of kilometres of proposed travel, and

(iv) by adding \$25 to the product obtained in subparagraph (iii).

**12.4(2)** A single trip fuel permit shall be valid for such period as is specified in the permit.

**12.4(3)** An interjurisdictional carrier shall ensure that a single trip fuel permit is kept in the qualified motor vehicle in respect of which it was issued at all times during travel within the Province.

**12.4(4)** A person who is issued a single trip fuel permit is not required to make a report under section 12.

1999, c.15, s.5; 2003, c.33, s.5; 2012, c.11, s.1; 2020, c.6, s.14; 2023, c.11, s.19

#### **Deemed compliance by IFTA licensee**

**12.5(1)** An interjurisdictional carrier who holds an IFTA licence shall, with respect to qualified motor vehicles operated by the carrier inside and outside New Brunswick, be deemed to have complied with section 12 only if the interjurisdictional carrier reports and remits the taxes payable under this Act in accordance with the reporting and remission requirements of the IFTA.

(iii) en multipliant le montant obtenu au sous-alinéa (ii) par le nombre prévu de kilomètres,

(iv) en ajoutant 25 \$ au produit obtenu au sous-alinéa (iii);

b) dans le cas de l'essence qui est apportée dans la province :

(i) en divisant par 1,25 le montant de la taxe sur un litre d'essence au moment où celle-ci est apportée dans la province,

(ii) en arrondissant le montant obtenu au sous-alinéa (i) au plus proche cent supérieur par kilomètre ou 4 cents, le montant le plus élevé étant retenu,

(iii) en multipliant le montant obtenu au sous-alinéa (ii) par le nombre prévu de kilomètres,

(iv) en ajoutant 25 \$ au produit obtenu au sous-alinéa (iii).

**12.4(2)** Le permis de combustible pour voyage simple est valide pour les périodes qui y sont stipulées.

**12.4(3)** Le transporteur interterritorial doit s'assurer qu'un permis de combustible pour voyage simple est conservé dans le véhicule à moteur admissible à l'égard duquel il a été délivré, à tout moment durant le voyage à l'intérieur de la province.

**12.4(4)** La personne à qui un permis de combustible pour voyage simple est délivré n'est pas tenue de faire le rapport prévu à l'article 12.

1999, ch. 15, art. 5; 2003, ch. 33, art. 5; 2012, ch. 11, art. 1; 2020, ch. 6, art. 14; 2023, ch. 11, art. 19

#### **Présomption d'exécution par les titulaires de licence de l'IFTA**

**12.5(1)** Le transporteur interterritorial titulaire d'une licence de l'IFTA est, à l'égard des véhicules à moteur admissibles qu'il utilise à l'intérieur et à l'extérieur du Nouveau-Brunswick, réputé avoir satisfait à l'article 12 seulement s'il fait un rapport et remet les taxes payables en vertu de la présente loi conformément aux exigences relatives au rapport et à la remise des taxes de l'IFTA.

**12.5(2)** Subsection (1) applies only with respect to the gasoline or motive fuel in the fuel tank of the internal combustion engine of a qualified motor vehicle.

1999, c.15, s.5; 2003, c.33, s.6; 2020, c.6, s.15; 2023, c.11, s.20

## LICENCES AND PERMITS

### Types of licences

**13(1)** No wholesaler shall sell, or keep for sale, gasoline or motive fuel unless he is the holder of a wholesaler's licence.

**13(2)** No retailer shall sell or keep for sale gasoline or motive fuel at any outlet unless he is the holder of a retailer's licence for that outlet.

**13(3)** No wholesaler shall sell gasoline or motive fuel to a retailer unless the retailer is the holder of a retailer's licence for the outlet to which the gasoline or motive fuel is delivered.

**13(4)** No retailer shall sell, or keep for sale, gasoline or motive fuel that has been purchased from a wholesaler who does not hold a wholesaler's licence.

**13(5)** No person shall sell, or keep for sale, tax exempt motive fuel unless he is authorized to do so by a retailer's licence issued under paragraph 15(1)(b).

**13(5.1)** Despite subsection (5) and any other provision in this Act or any provision in the regulations under this Act, the holder of a wholesaler's licence may sell tax exempt motive fuel directly to a consumer, or keep it for sale directly to a consumer, if the tax exempt motive fuel is not sold from, or kept for sale in, a motive fuel pump.

**13(6)** Repealed: 1987, c.23, s.7

**13(7)** Repealed: 1987, c.23, s.7

**13(8)** No person shall carry on business or act as a refiner in the Province unless the person is the holder of a wholesaler's licence.

**12.5(2)** Le paragraphe (1) ne s'applique qu'à l'essence ou au carburant qui se trouve dans le réservoir d'un véhicule à moteur admissible muni d'un moteur à combustion interne.

1999, ch. 15, art. 5; 2003, ch. 33, art. 6; 2020, ch. 6, art. 15; 2023, ch. 11, art. 20

## LICENCES ET PERMIS

### Types de licences

**13(1)** Nul grossiste ne doit vendre ni tenir pour la vente de l'essence ou du carburant à moins d'être titulaire d'une licence de grossiste.

**13(2)** Nul détaillant ne doit vendre ni tenir pour la vente de l'essence ou du carburant en un point de vente, à moins d'être titulaire d'une licence de détaillant pour ce point de vente.

**13(3)** Nul grossiste ne doit vendre de l'essence ou du carburant à un détaillant, à moins que ce dernier ne soit titulaire d'une licence de détaillant pour le point de vente où cette essence ou ce carburant est livré.

**13(4)** Nul détaillant ne doit vendre ni tenir pour la vente de l'essence ou du carburant achetés à un grossiste qui ne détient pas de licence de grossiste.

**13(5)** Nul ne doit vendre ni tenir pour la vente du carburant exempté de la taxe à moins d'y être autorisé par une licence de détaillant délivrée en vertu de l'alinéa 15(1)b).

**13(5.1)** Par dérogation au paragraphe (5) et à toute autre disposition de la présente loi ou à toute disposition de ses règlements, la personne titulaire d'une licence de grossiste peut vendre du carburant exempté de la taxe directement au consommateur, ou le tenir à cette fin, si ce carburant n'est pas vendu d'une pompe à carburant ou tenu à cette fin.

**13(6)** Abrogé : 1987, ch. 23, art. 7

**13(7)** Abrogé : 1987, ch. 23, art. 7

**13(8)** Seuls les titulaires d'une licence de grossiste peuvent exercer l'activité de raffineur ou agir à ce titre dans la province.

**13(9)** Repealed: 1979, c.30, s.11

1965, c.3, s.12; 1966, c.60, s.11-13; 1979, c.30, s.11; 1981, c.30, s.6; 1986, c.40, s.4; 1987, c.23, s.7; 1996, c.84, s.5; 2014, c.15, s.2; 2020, c.6, s.16; 2023, c.11, s.21

### Repealed

**14** Repealed: 1986, c.40, s.5

1965, c.3, s.13; 1966, c.60, s.14; 1986, c.40, s.5

### Issue of licences and permits

**15(1)** The Minister may

(a) issue a licence, herein called a wholesaler's licence, to a person authorizing the person to sell or keep for sale, gasoline or motive fuel at wholesale, to refine gasoline or motive fuel and, despite any other provision in this Act or any provision in the regulations under this Act, to sell gasoline or motive fuel, including tax exempt motive fuel, directly to a consumer, or keep it for sale directly to a consumer, if the gasoline or motive fuel, including tax exempt motive fuel, is not sold from, or kept for sale in, a gasoline pump or motive fuel pump;

(b) issue a licence, herein called a retailer's licence, to a person authorizing him to sell or keep for sale at retail, gasoline, motive fuel or tax exempt motive fuel;

(b.1) issue a permit, herein called a marking authorization permit, to a person authorizing him to mark or colour motive fuel;

(b.2) issue an IFTA licence to an interjurisdictional carrier whose base jurisdiction is New Brunswick;

(b.3) issue a single trip fuel permit to an interjurisdictional carrier;

(c) Repealed: 1986, c.40, s.6

(d) Repealed: 1986, c.40, s.6

(e) Repealed: 1996, c.84, s.6

(f) issue a permit herein called a purchaser's permit to purchase, acquire, use or consume tax exempt motive fuel;

**13(9)** Abrogé : 1979, ch. 30, art. 11

1965, ch. 3, art. 12; 1966, ch. 60, art. 11-13; 1979, ch. 30, art. 11; 1981, ch. 30, art. 6; 1986, ch. 40, art. 4; 1987, ch. 23, art. 7; 1996, ch. 84, art. 5; 2014, ch. 15, art. 2; 2020, ch. 6, art. 16; 2023, ch. 11, art. 21

### Abrogé

**14** Abrogé : 1986, ch. 40, art. 5

1965, ch. 3, art. 13; 1966, ch. 60, art. 14; 1986, ch. 40, art. 5

### Délivrance de licences et de permis

**15(1)** Le Ministre peut

a) délivrer à une personne une licence, désignée ici sous le nom de licence de grossiste, l'autorisant à vendre ou à tenir pour la vente en gros de l'essence ou du carburant, à raffiner ceux-ci et, par dérogation à toute autre disposition de la présente loi ou à toute disposition de ses règlements, à vendre ces produits, y compris du carburant exempté de la taxe, directement à un consommateur, ou à les tenir à cette fin, si cette essence ou ce carburant, y compris le carburant exempté de la taxe, n'est pas vendu d'une pompe à essence ou d'une pompe à carburant ou tenu à cette fin;

b) délivrer à une personne une licence, désignée ici sous le nom de licence de détaillant, l'autorisant à vendre ou à tenir pour la vente au détail de l'essence, du carburant ou du carburant exempté de la taxe;

b.1) délivrer à une personne un permis, désigné ici sous le nom de permis autorisant le marquage, l'autorisant à marquer ou à colorer du carburant;

b.2) délivrer une licence de l'IFTA à un transporteur interterritorial qui relève de l'autorité législative de base du Nouveau-Brunswick;

b.3) délivrer un permis de combustible pour voyage simple à un transporteur interterritorial;

(c) Abrogé : 1986, ch. 40, art. 6

(d) Abrogé : 1986, ch. 40, art. 6

(e) Abrogé : 1996, ch. 84, art. 6

(f) délivrer un permis, désigné ici sous le nom de permis d'acheteur, pour l'achat, l'acquisition, l'utili-

(g) issue a permit, herein called a blender's permit, to any person other than a refiner who blends gasoline with any other product of petroleum not subject to the tax for resale;

(h) suspend, revoke or cancel for cause any licence or permit issued under this Act.

**15(1.1)** The Minister may determine an applicant for a purchaser's permit to be a farmer, wood producer, fisher, aquaculturist or silviculturist if the person meets the criteria established by regulation and submits the information and documentation required by regulation.

**15(2)** Every licence and permit issued under this section shall be

- (a) in the form provided by the Minister,
- (b) issued only on payment of any fee prescribed by regulation or of any tax referred to in section 12.4,
- (c) subject to any terms and conditions imposed by the Minister in accordance with the regulations, and
- (d) kept and displayed on the premises or in the motor vehicle of the holder as prescribed by regulation.

**15(2.1)** The Minister, if issuing a licence or permit to a person who has previously held a licence or permit under this Act that was suspended or cancelled, may impose on the licence or permit any or any combination of the terms and conditions established in accordance with the regulations.

**15(2.2)** The Minister may refuse to issue a licence or permit if the Minister has reasonable and probable grounds to believe that

- (a) the applicant has been convicted of a violation of a provision of this Act or the regulations or any provision relating to gasoline or motive fuel in any other Act of the Legislature, any Act of the Parlia-

sation ou la consommation de carburant exempté de la taxe;

g) délivrer un permis, désigné ici sous le nom de permis de mélangeur, à toute personne autre qu'un raffineur, qui mélange en vue de la revente de l'essence avec tout autre produit dérivé du pétrole non soumis à la taxe;

h) suspendre, révoquer ou annuler, pour une cause suffisante, toute licence ou tout permis délivré en application de la présente loi.

**15(1.1)** Le Ministre peut considérer le requérant d'un permis d'acheteur comme agriculteur, producteur de bois, pêcheur, aquaculteur ou sylviculteur si la personne répond aux critères établis par règlement et présente les renseignements et documents exigés par règlement.

**15(2)** Toutes les licences et tous les permis délivrés en application du présent article

- a) sont établis en la forme fournie par le Ministre,
- b) ne sont délivrés que sur paiement de tout droit prescrit par règlement ou de toute taxe visée à l'article 12.4,
- c) sont assujettis à toutes modalités et conditions imposées par le Ministre conformément aux règlements, et
- d) sont conservés et exposés dans les locaux ou dans le véhicule à moteur du titulaire de la façon prescrite par règlement.

**15(2.1)** Le Ministre, lorsqu'il délivre une licence ou un permis à une personne qui a antérieurement été titulaire d'une licence ou d'un permis en vertu de la présente loi qui a été suspendu ou annulé, peut imposer à la licence ou au permis toutes modalités et conditions ou toute combinaison des modalités et conditions établies conformément aux règlements.

**15(2.2)** Le Ministre peut refuser de délivrer une licence ou un permis lorsque le Ministre a des motifs raisonnables et probables de croire

- a) que le requérant a été déclaré coupable d'une violation d'une disposition de la présente loi ou des règlements ou de toute disposition se rapportant à l'essence ou aux carburants dans toute autre loi de la Législature, toute loi du Parlement du Canada ou tout



ment of Canada or any regulation or statutory instrument under those Acts,

(b) the applicant has failed to deposit with the commissioner security that is satisfactory to the commissioner as required under the *Revenue Administration Act*,

(c) the applicant has violated or failed to comply with any term or condition imposed in relation to a licence or permit previously issued to the applicant,

(c.1) where an application is made for an IFTA licence, an IFTA licence issued to the applicant by another jurisdiction has been revoked or suspended and has not been reinstated by that jurisdiction, or

(d) a licence or permit previously issued to the applicant under this Act or the regulations was cancelled during the previous five years.

**15(2.3)** The Minister may refuse to issue a purchaser's permit if the applicant does not meet the criteria referred to in subsection (1.1), if applicable, does not submit the information and documentation referred to in subsection (1.1), if applicable, and does not submit any other information or documentation required by regulation.

**15(3)** A licence or permit issued under this section is not transferable and no person other than the holder, his employee or agent authorized by him for the purpose shall act thereunder or assume or take the benefit thereof.

1965, c.3, s.14; 1966, c.60, s.15; 1979, c.30, s.12; 1986, c.40, s.6; 1987, c.23, s.8; 1993, c.34, s.3; 1994, c.28, s.6; 1996, c.84, s.6; 1999, c.15, s.6; 2003, c.33, s.7; 2007, c.62, s.7; 2012, c.11, s.2; 2020, c.6, s.17; 2023, c.11, s.22

#### **Suspension, revocation, cancellation of licences and permits**

**16** The holder of a licence or permit shall comply with the provisions of this Act and the regulations and failure on the part of the holder to do so is cause for suspension or cancellation of the licence or permit.

1965, c.3, s.15; 1993, c.34, s.4; 1994, c.28, s.7

règlement ou texte réglementaire établi en vertu de ces lois,

b) que le requérant a omis de déposer auprès du commissaire une garantie agréée par le commissaire tel que requis en vertu de la *Loi sur l'administration du revenu*,

c) que le requérant a contrevenu ou omis de se conformer à toute modalité ou condition imposée relativement à une licence ou à un permis antérieurement délivré au requérant,

c.1) lorsqu'une demande de licence de l'IFTA est faite, qu'une licence de l'IFTA délivrée au demandeur par une autre autorité législative a été révoquée ou suspendue et n'a pas été rétablie par cette autorité législative, ou

d) qu'une licence ou qu'un permis antérieurement délivré au requérant en vertu de la présente loi ou des règlements a été annulé au cours des cinq années précédentes.

**15(2.3)** Le Ministre peut refuser de délivrer un permis d'acheteur si le requérant ne répond pas aux critères visés au paragraphe (1.1), s'il y a lieu, ne présente pas les renseignements et documents visés au paragraphe (1.1), s'il y a lieu, et ne présente pas tout autre renseignement ou document exigé par règlement.

**15(3)** Une licence ou un permis délivré en application du présent article est incessible et nul autre que le titulaire, son employé ou le représentant qu'il autorise à cette fin ne doit agir en vertu de cette licence ou permis ni s'en prévaloir ou en tirer profit.

1965, ch. 3, art. 14; 1966, ch. 60, art. 15; 1979, ch. 30, art. 12; 1986, ch. 40, art. 6; 1987, ch. 23, art. 8; 1993, ch. 34, art. 3; 1994, ch. 28, art. 6; 1996, ch. 84, art. 6; 1999, ch. 15, art. 6; 2003, ch. 33, art. 7; 2007, ch. 62, art. 7; 2012, ch. 11, art. 2; 2020, ch. 6, art. 17; 2023, ch. 11, art. 22

#### **Suspension, révocation, annulation de licences et de permis**

**16** Le titulaire d'une licence ou d'un permis doit se conformer aux dispositions de la présente loi et des règlements et l'omission du titulaire de s'y conformer constitue un motif de suspension ou d'annulation de la licence ou du permis.

1965, ch. 3, art. 15; 1993, ch. 34, art. 4; 1994, ch. 28, art. 7

**Repealed**

**16.1** Repealed: 1999, c.15, s.7  
1993, c.34, s.5; 1999, c.15, s.7

**FUEL EXEMPTION CARDS**

Repealed: 2007, c.62, s.8  
1997, c.H-1.01, s.52; 2007, c.62, s.8

**Repealed**

**16.2** Repealed: 2007, c.62, s.9  
1997, c.H-1.01, s.52; 2007, c.62, s.9

**APPEAL**

**Repealed**

**17** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.45  
1965, c.30, s.16; 1979, c.30, s.13; 1983, c.R-10.22, s.45

**Repealed**

**18** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.45  
1965, c.3, s.17; 1979, c.30, s.14; 1983, c.R-10.22, s.45

**Repealed**

**19** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.45  
1965, c.3, s.18; 1979, c.41, s.57; 1983, c.R-10.22, s.45

**Repealed**

**20** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.45  
1965, c.3, s.19; 1983, c.R-10.22, s.45

**Repealed**

**21** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.45  
1965, c.3, s.20; 1979, c.41, s.57; 1980, c.32, s.9; 1983,  
c.R-10.22, s.45

**Repealed**

**22** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.45  
1965, c.3, s.21; 1983, c.R-10.22, s.45

**Abrogé**

**16.1** Abrogé : 1999, ch. 15, art. 7  
1993, ch. 34, art. 5; 1999, ch. 15, art. 7

**CARTES D'EXONÉRATION  
DU CARBURANT**

Abrogé : 2007, ch. 62, art. 8  
1997, ch. H-1.01, art. 52; 2007, ch. 62, art. 8

**Abrogé**

**16.2** Abrogé : 2007, ch. 62, art. 9  
1997, ch. H-1.01, art. 52; 2007, ch. 62, art. 9

**APPEL**

**Abrogé**

**17** Abrogé : 1983, ch. R-10.22, art. 45  
1965, ch. 30, art. 16; 1979, ch. 30, art. 13; 1983,  
ch. R-10.22, art. 45

**Abrogé**

**18** Abrogé : 1983, ch. R-10.22, art. 45  
1965, ch. 3, art. 17; 1979, ch. 30, art. 14; 1983,  
ch. R-10.22, art. 45

**Abrogé**

**19** Abrogé : 1983, ch. R-10.22, art. 45  
1965, ch. 3, art. 18; 1979, ch. 41, art. 57; 1983,  
ch. R-10.22, art. 45

**Abrogé**

**20** Abrogé : 1983, ch. R-10.22, art. 45  
1965, ch. 3, art. 19; 1983, ch. R-10.22, art. 45

**Abrogé**

**21** Abrogé : 1983, ch. R-10.22, art. 45  
1965, ch. 3, art. 20; 1979, ch. 41, art. 57; 1980, ch. 32,  
art. 9; 1983, ch. R-10.22, art. 45

**Abrogé**

**22** Abrogé : 1983, ch. R-10.22, art. 45  
1965, ch. 3, art. 21; 1983, ch. R-10.22, art. 45

**Repealed**

**23** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.45  
1965, c.3, s.22; 1983, c.R-10.22, s.45

**Repealed**

**24** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.45  
1965, c.3, s.23; 1983, c.R-10.22, s.45

**Repealed**

**25** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.45  
1965, c.3, s.24; 1983, c.R-10.22, s.45

**Repealed**

**26** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.45  
1965, c.3, s.25; 1979, c.41, s.57; 1983, c.R-10.22, s.45

**Repealed**

**27** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.45  
1965, c.3, s.26; 1983, c.R-10.22, s.45

**RECOVERY OF TAX****Repealed**

**28** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.45  
1965, c.3, s.27; 1971, c.37, s.8; 1979, c.41, s.57; 1980,  
c.32, s.9; 1983, c.R-10.22, s.45

**ENFORCEMENT****Power of search and seizure**

**29(1)** Any peace officer, any inspector or any other person with the written authority of the Minister, whether general or specific, may, with the consent of any person with apparent authority to give that consent, at any time or place remove from the carburetor, fuel line, fuel tank, fuel container or fuel system of a motor vehicle a quantity of motive fuel not exceeding two hundred and eighty-four millilitres on any one occasion and retain the same to determine whether such motive fuel is marked or coloured motive fuel.

**29(2)** Where thirty days after a conviction for any offence under this Act the fine and costs or either remain unpaid any peace officer may seize any motor vehicle owned by or in the possession of the convicted person.

**Abrogé**

**23** Abrogé : 1983, ch. R-10.22, art. 45  
1965, ch. 3, art. 22; 1983, ch. R-10.22, art. 45

**Abrogé**

**24** Abrogé : 1983, ch. R-10.22, art. 45  
1965, ch. 3, art. 23; 1983, ch. R-10.22, art. 45

**Abrogé**

**25** Abrogé : 1983, ch. R-10.22, art. 45  
1965, ch. 3, art. 24; 1983, ch. R-10.22, art. 45

**Abrogé**

**26** Abrogé : 1983, ch. R-10.22, art. 45  
1965, ch. 3, art. 25; 1979, ch. 41, art. 57; 1983,  
ch. R-10.22, art. 45

**Abrogé**

**27** Abrogé : 1983, ch. R-10.22, art. 45  
1965, ch. 3, art. 26; 1983, ch. R-10.22, art. 45

**RECouvreMENT DE LA TAXE****Abrogé**

**28** Abrogé : 1983, ch. R-10.22, art. 45  
1965, ch. 3, art. 27; 1971, ch. 37, art. 8; 1979, ch. 41,  
art. 57; 1980, ch. 32, art. 9; 1983, ch. R-10.22, art. 45

**L'EXÉCUTION****Pouvoir de perquisition et de saisie**

**29(1)** Tout agent de la paix, tout inspecteur ou toute autre personne munie d'une autorisation écrite générale ou particulière du Ministre peut, avec le consentement d'une personne ayant apparemment l'autorité de donner ce consentement, à tout moment et en tout lieu, prélever dans le carburateur, la canalisation d'alimentation, le réservoir, le réceptacle ou le système d'alimentation d'un véhicule à moteur, une quantité de carburant ne dépassant pas, en chaque cas, quatre-vingt-quatre millilitres et la conserver afin de déterminer si ce carburant est marqué ou coloré.

**29(2)** Lorsque l'amende et les frais, ou l'amende ou les frais, demeurent impayés trente jours après une déclaration de culpabilité à l'occasion d'une infraction à la présente loi, tout agent de la paix peut saisir tout véhi-

**29(3)** Any peace officer charged with the enforcement of this Act and the regulations, any inspector or any other person with the written authority of the Minister, whether general or specific, may

(a) seize a motor vehicle that the peace officer, the inspector or the other person authorized by the Minister, upon reasonable grounds, believes will be removed from the Province and with respect to which an offence under this Act or the regulations has been committed or with respect to which the peace officer, the inspector or the other person authorized by the Minister, upon reasonable grounds, believes an offence under this Act or the regulations may have been committed, or

(b) seize any commercial vehicle of a non-resident person who has committed an offence under this Act or the regulations but has not paid the fine and penalty

and may detain the vehicle until final disposition of any prosecution instituted for such offence; but the motor vehicle may be returned forthwith to the person upon his depositing with the Minister such security as the Minister considers necessary.

**29(4)** The Minister has a lien upon any motor vehicle seized or detained under this section for the costs and charges incidental to its storage and for the amount of any fine or costs imposed as a result of any prosecution under this Act for an offence with respect to which the motor vehicle was involved and if the cost and charges or any fine and costs remain unpaid at the expiration of thirty days after the date of seizure or conviction, whichever is the later, the motor vehicle is forfeited to the Crown in right of the Province and may be sold or otherwise disposed of in the manner prescribed by the Minister.

1965, c.3, s.28; 1966, c.60, s.16; 1971, c.37, s.9; 1977, c.23, s.2; 1979, c.30, s.15; 1981, c.30, s.7; 1986, c.6, s.20; 1987, c.23, s.9; 1993, c.34, s.6; 1996, c.70, s.12; 2012, c.54, s.3; 2023, c.17, s.102

### **Power of inspection and investigation**

**30(1)** Any appointed officer, any auditor, any inspector or any other person with the written authority of the

cule à moteur appartenant à la personne déclarée coupable ou se trouvant en sa possession.

**29(3)** Tout agent de la paix chargé de l'application de la présente loi et des règlements, tout inspecteur ou toute autre personne munie de l'autorisation écrite générale ou particulière du Ministre peut

a) saisir un véhicule à moteur quand il a des motifs raisonnables de croire que ce véhicule sera sorti de la province et à l'égard duquel une infraction à la présente loi ou aux règlements a été commise ou à l'égard duquel cet agent de la paix, cet inspecteur ou toute autre personne autorisée par le Ministre estime, selon des motifs raisonnables, qu'une infraction prévue par la présente loi ou les règlements peut avoir été commise, ou

b) saisir tout véhicule utilitaire appartenant à un non-résident ayant commis une infraction à la présente loi ou aux règlements, mais n'ayant pas payé l'amende ni la peine

et peut détenir le véhicule jusqu'à ce qu'il soit statué définitivement sur toute poursuite intentée à la suite de cette infraction, mais le véhicule peut être remis immédiatement à la personne lorsqu'elle a déposé au Ministre le cautionnement que le Ministre juge nécessaire.

**29(4)** Le Ministre possède un privilège sur tout véhicule à moteur saisi ou détenu en application du présent article pour les frais et dépens afférents à son entreposage et pour le montant de toute amende ou de tous frais imposés à la suite de toute poursuite intentée en application de la présente loi pour infraction mettant en cause ce véhicule à moteur; de plus, si ces frais et dépens ou une amende et des frais quelconques demeurent impayés à l'expiration d'un délai de trente jours après la date de la saisie ou celle de la déclaration de culpabilité, si elle est postérieure, ce véhicule à moteur est confisqué au profit de la Couronne du chef de la province et peut être vendu ou autrement aliéné de la façon que prescrit le Ministre.

1965, ch. 3, art. 28; 1966, ch. 60, art. 16; 1971, ch. 37, art. 9; 1977, ch. 23, art. 2; 1979, ch. 30, art. 15; 1981, ch. 30, art. 7; 1986, ch. 6, art. 20; 1987, ch. 23, art. 9; 1993, ch. 34, art. 6; 1996, ch. 70, art. 12; 2012, ch. 54, art. 3; 2023, ch. 17, art. 102

### **Pouvoir d'inspection et d'enquête**

**30(1)** Tout agent nommé, tout vérificateur, tout inspecteur ou toute autre personne détenant une autorisation

Minister, whether general or specific, may at any reasonable time enter upon the premises of any person in which any business involving the sale, use or consumption of aviation fuel, gasoline or motive fuel is carried on

- (a) to ascertain the amount of tax payable, or the money remissible by any person;
- (b) to inspect or examine his books, records, documents, engines, machinery and premises to ascertain the quantities of aviation fuel, gasoline or motive fuel bought or sold by him during any period to which reference is made in a return required to be made under this Act;
- (c) to ascertain whether the person has or has had in the person's possession tax exempt motive fuel, or gasoline or motive fuel in respect of which the tax is payable, and to make tests or take samples of it; and
- (d) to make such inquiries as he deems necessary for the purpose of this Act.

**30(2)** The owner, occupier or person in possession or charge of the premises so entered shall answer all questions relating to any of the matters concerning which authority to enter is given in this section, and shall produce for inspection such books, records, documents, barrels, tanks or receptacles as required.

1965, c.3, s.29; 1966, c.60, s.17; 1971, c.37, s.10; 1986, c.6, s.21; 1987, c.23, s.10; 1996, c.70, s.12; 2020, c.6, s.18; 2023, c.11, s.23

#### **Application for entry warrant**

**30.1** A person acting under section 30 may, before or after attempting to enter any premises, apply for an entry warrant in accordance with the *Entry Warrants Act*.

1986, c.6, s.22

#### **Accompaniment by police officer or member of Royal Canadian Mounted Police**

**30.2** A person acting under section 30 may, for the purposes of his protection, be accompanied by a police officer or a member of the Royal Canadian Mounted Police.

1986, c.6, s.22

écrite, générale ou particulière du Ministre, peut à tout moment raisonnable, pénétrer dans les locaux de toute personne dans lesquels est exploitée toute entreprise comportant la vente, l'utilisation ou la consommation de carburant d'avion, d'essence ou de carburant :

- a) afin de déterminer le montant de la taxe que doit payer, ou les sommes que doit remettre une personne;
- b) afin d'inspecter ou de vérifier ses livres, registres, documents, appareils, machines et locaux pour s'assurer des quantités de carburant d'avion, d'essence ou de carburant qu'il a achetées ou vendues durant toute période que mentionne une déclaration qu'il est tenu de souscrire en application de la présente loi;
- c) afin de vérifier si cette personne a ou a eu en sa possession soit du carburant exempté de la taxe, soit de l'essence ou du carburant taxables et de faire des essais ou en prélever des échantillons;
- d) afin de faire les enquêtes qu'il estime nécessaires aux fins de la présente loi.

**30(2)** Le propriétaire, l'occupant ou la personne qui est en possession ou a la charge des lieux où l'agent ou toute autre personne a ainsi pénétré doit répondre à toutes questions se rattachant à l'un quelconque des objets pour lesquels le présent article donne le pouvoir de pénétrer dans les locaux et doit soumettre à l'inspection, selon qu'il en est requis, tous livres, registres, documents, tonneaux, réservoirs ou récipients.

1965, ch. 3, art. 29; 1966, ch. 60, art. 17; 1971, ch. 37, art. 10; 1986, ch. 6, art. 21; 1987, ch. 23, art. 10; 1996, ch. 70, art. 12; 2020, ch. 6, art. 18; 2023, ch. 11, art. 23

#### **Demande d'un mandat d'entrée**

**30.1** Une personne agissant en vertu de l'article 30 peut, avant de tenter de pénétrer ou après avoir tenté de pénétrer dans les lieux, demander un mandat d'entrée conformément à la *Loi sur les mandats d'entrée*.

1986, ch. 6, art. 22

#### **Accompagnement par un agent de police ou un membre de la Gendarmerie royale du Canada**

**30.2** Une personne agissant en vertu de l'article 30 peut, en vue de sa protection, être accompagnée par un agent de police ou un membre de la Gendarmerie royale du Canada.

1986, ch. 6, art. 22

**Appointment of analysts, certificate of analyst as evidence**

**31(1)** The Minister of Finance and Treasury Board may appoint one or more analysts for the purposes of this Act.

**31(2)** In any prosecution for an offence under this Act the certificate of an analyst appointed under this Act shall be

- (a) received in evidence without proof of the appointment or signature of the analyst;
- (b) *prima facie* proof of the facts therein stated; and
- (c) *prima facie* proof that a sample
  - (i) contained or did not contain marked or coloured motive fuel, or
  - (ii) contained or did not contain, as the case may be, marker or colouring in the proportions specified in the regulations.

1965, c.3, s.30; 1966, c.60, s.18; 1973, c.40, s.1, 2; 1976, c.26, s.5; 1979, c.30, s.16; 1987, c.23, s.11; 2001, c.4, s.4; 2019, c.29, s.71

**Certificate of Minister as evidence**

**32** In any prosecution under this Act a certificate purporting to be signed by the Minister, or a person acting on his behalf, stating that the defendant was or was not the holder of a licence or permit issued under this Act at a time specified therein shall be

- (a) received in evidence without proof that the certificate was signed by the person purporting to sign it or of the official position or authority of that person; and
- (b) *prima facie* proof of the facts therein stated.

1965, c.3, s.31; 1973, c.40, s.1

**Nomination des analystes, certificat d'analyse à titre de preuve**

**31(1)** Le Ministre des Finances et du Conseil du Trésor peut nommer un ou plusieurs analystes aux fins de la présente loi.

**31(2)** Dans toute poursuite à raison d'une infraction que prévoit la présente loi, le certificat d'un analyste chargé d'analyses nommé en application de la présente loi

- a) doit être reçu en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver la nomination ou l'authenticité de la signature de cet analyste;
- b) constitue une preuve *prima facie* des faits qui y sont énoncés; et
- c) constitue une preuve *prima facie* qu'un échantillon
  - (i) contenait ou non du carburant marqué ou coloré, ou
  - (ii) contenait ou non, selon le cas, un produit de marquage ou un colorant dans la mesure fixée par règlement.

1965, ch. 3, art. 30; 1966, ch. 60, art. 18; 1973, ch. 40, art. 1, 2; 1979, ch. 30, art. 16; 1987, ch. 23, art. 11; 2001, ch. 4, art. 4; 2019, ch. 29, art. 71

**Certificat du Ministre à titre de preuve**

**32** Dans toute poursuite que prévoit la présente loi, un certificat, présenté comme étant signé du Ministre ou d'une personne agissant pour le compte de celui-ci et déclarant que le défendeur était ou n'était pas titulaire d'une licence ou d'un permis délivré en application de la présente loi à l'époque qu'il précise,

- a) doit être admis en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver que ce certificat a été signé par la personne qui est censée le signer ni d'établir la qualité officielle ou les pouvoirs de cette personne; et
- b) constitue une preuve *prima facie* des faits qui y sont énoncés.

1965, ch. 3, art. 31; 1973, ch. 40, art. 1

**Repealed**

**33** Repealed: 1987, c.4, s.8  
1965, c.3, s.32; 1971, c.37, s.11; 1987, c.4, s.8

**Onus of proof on defendant**

2020, c.6, s.19

**34** In any prosecution for using or having in the fuel tank of a motor vehicle any tax exempt motive fuel, the onus of proof that the use of tax exempt motive fuel for consumption in such motor vehicle is permitted under the Act is on the defendant.

1965, c.3, s.33; 1966, c.60, s.19; 1987, c.23, s.12; 2020, c.6, s.20; 2023, c.11, s.24

**Evidence of intention**

**35** In any prosecution for selling or keeping for sale gasoline, motive fuel or tax exempt motive fuel, evidence that the gasoline, motive fuel or tax exempt motive fuel was stored in a gasoline pump or motive fuel pump is *prima facie* proof that the gasoline or motive fuel was being kept for sale.

1965, c.3, s.34; 1966, c.3, s.19; 1973, c.40, s.1; 1987, c.23, s.13; 2020, c.6, s.21; 2023, c.11, s.25

**OFFENCES AND PENALTIES****Offences respecting payment and collection of tax, provision of information, records**

**36(1)** A consumer who refuses or neglects to pay the tax commits an offence.

**36(2)** A retailer or collector who refuses or neglects to collect the tax commits an offence.

**36(3)** A person who

(a) refuses or neglects to produce for inspection, to any person entitled to inspect them, any books, records, documents, certificates, permit or other things that the person is required under this Act or the regulations to produce,

(b) refuses or neglects to answer any question put to that person by a person entitled to do so, relating to any matter concerning which that person is required under this Act or the regulations to answer,

**Abrogé**

**33** Abrogé : 1987, ch. 4, art. 8  
1965, ch. 3, art. 32; 1971, ch. 37, art. 11; 1987, ch. 4, art. 8

**Fardeau de preuve incombe au défendeur**

2020, ch. 6, art. 19

**34** Dans toute poursuite engagée à raison de l'utilisation ou de la possession, dans le réservoir à carburant d'un véhicule à moteur, de carburant exempté de la taxe, il incombe au défendeur de prouver que son utilisation, à des fins de consommation dans ce véhicule à moteur, est permise en application de la présente loi.

1965, ch. 3, art. 33; 1966, ch. 60, art. 19; 1987, ch. 23, art. 12; 2020, ch. 6, art. 20; 2023, ch. 11, art. 24

**Preuve de l'intention**

**35** Dans toute poursuite engagée à raison de la vente ou de la tenue pour la vente d'essence, de carburant ou de carburant exempté de la taxe, la preuve que ceux-ci ont été entreposés dans une pompe à essence ou une pompe à carburant constitue une preuve *prima facie* que ces produits étaient tenus pour être vendus.

1965, ch. 3, art. 34; 1966, ch. 3, art. 19; 1973, ch. 40, art. 1; 1987, ch. 23, art. 13; 2020, ch. 6, art. 21; 2023, ch. 11, art. 25

**INFRACTIONS ET PEINES****Infractions : paiement et perception de la taxe, communication de renseignements, registres**

**36(1)** Commet une infraction le consommateur qui refuse ou néglige de payer la taxe.

**36(2)** Commet une infraction le détaillant ou le percepteur qui refuse ou néglige de percevoir la taxe.

**36(3)** Commet une infraction quiconque

a) refuse ou néglige de présenter à l'inspection d'une personne fondée à les inspecter tous livres, registres, documents, certificats, permis ou autres pièces qu'il est tenu de présenter en vertu de la présente loi ou des règlements,

b) refuse ou néglige de répondre à toute question que lui pose une personne fondée à la lui poser sur tout sujet à propos duquel il est tenu de donner des ré-

(c) refuses or neglects to make any return or report required from the person under this Act or the regulations, or

(d) makes a false or misleading return,

commits an offence.

**36(4)** An interjurisdictional carrier or consumer of tax exempt motive fuel who refuses or neglects to keep any record in accordance with the regulations commits an offence.

1965, c.3, s.35; 1966, c.60, s.19; 1971, c.37, s.12; 1979, c.30, s.17; 1983, c.R-10.22, s.45; 1990, c.61, s.57; 2001, c.4, s.5; 2020, c.6, s.22; 2020, c.6, s.23; 2023, c.11, s.26

#### Offence respecting obstruction

**37** A person who interferes with, impedes or obstructs any peace officer, any auditor, any inspector or any other person appointed by the Minister under this Act or the regulations while acting pursuant to this Act or the regulations commits an offence.

1965, c.3, s.36; 1979, c.30, s.18; 1990, c.61, s.57; 1996, c.70, s.12

#### Offence of tampering with fuel

**38(1)** Any person, other than a person authorized to mark or colour motive fuel under this Act or the regulations, who

(a) adds any substance of any nature to motive fuel with intent to remove, affect or change the colour, marking or identity thereof, or

(b) tampers with or manipulates motive fuel or subjects it to any process with intent to remove, affect or change the colour, marking or identity thereof,

commits an offence.

**38(2)** Proof of any such addition, tampering, manipulation or subjection is admissible in evidence as *prima*

ponses en application de la présente loi ou des règlements,

c) refuse ou néglige d'effectuer toute déclaration ou de faire tout rapport auxquels il est tenu en application de la présente loi ou des règlements, ou

d) fait une déclaration fautive ou trompeuse.

**36(4)** Le transporteur interterritorial ou le consommateur de carburant exempté de la taxe qui refuse ou néglige de tenir des registres conformément aux règlements commet une infraction.

1965, ch. 3, art. 35; 1966, ch. 60, art. 19; 1971, ch. 37, art. 12; 1979, ch. 30, art. 17; 1983, ch. R-10.22, art. 45; 1990, ch. 61, art. 57; 2001, ch. 4, art. 5; 2020, ch. 6, art. 22; 2023, ch. 11, art. 26

#### Infraction : entrave dans l'exercice de fonctions

**37** Quiconque s'imisce dans l'exercice des fonctions d'un agent de la paix, d'un vérificateur, d'un inspecteur ou de toute autre personne qu'a nommée le Ministre en application de la présente loi ou des règlements, commet une infraction.

1965, ch. 3, art. 36; 1979, ch. 30, art. 18; 1990, ch. 61, art. 57; 1996, ch. 70, art. 12

#### Infraction : falsification de carburant

**38(1)** Quiconque, autre qu'une personne autorisée à marquer ou à colorer du carburant en vertu de la présente loi ou des règlements,

a) ajoute toute substance de nature quelconque à du carburant dans l'intention de supprimer, d'altérer ou de modifier la couleur, le marquage ou l'identité de celui-ci, ou

b) falsifie ou manipule du carburant ou le soumet à un procédé quelconque dans l'intention de supprimer, d'altérer ou de modifier sa couleur, son marquage ou son identité,

commet une infraction.

**38(2)** La preuve de toute addition, falsification, manipulation ou transformation de cette nature peut être reçue comme preuve *prima facie* de l'intention de supprimer,



*facie* proof of the intent to remove or affect or change the colour, marking, or identity of the motive fuel.

1965, c.3, s.37; 1966, c.60, s.20; 1979, c.30, s.19; 1987, c.23, s.14; 1990, c.61, s.57

### **Offence respecting motor vehicle**

**39(1)** Subject to section 6, no person shall place, use or have tax exempt motive fuel in the fuel tank, the fuel container or the fuel system of a motor vehicle.

**39(1.1)** Notwithstanding subsection 56(5) of the *Provincial Offences Procedure Act*, the minimum fine that may be imposed by a judge under that Act in respect of a violation of subsection (1) shall be one thousand dollars.

**39(2)** Repealed: 1990, c.61, s.57

**39(3)** Where any person is convicted of a second or subsequent offence under this section, the Judge of the Provincial Court shall cause to be impounded any motor vehicle in which any tax exempt motive fuel has been placed or used contrary to this section for a period of not less than seven days and not more than six months and a motor vehicle so impounded shall be released only after the fine and the costs have been fully paid and satisfied and the period of impoundment has expired.

**39(4)** For the purposes of this section, costs include all costs directly or indirectly incurred by the Crown in right of the Province as a result of the impoundment of a motor vehicle.

**39(5)** A motor vehicle impounded pursuant to an order made under this section shall be released only upon the written authorization of a judge of the Provincial Court and any person who releases or obtains the release of the motor vehicle without such authorization is guilty of an offence and where the owner of the motor vehicle is a party to the offence in addition to any other penalty imposed on him, the motor vehicle shall be impounded for a further period of fourteen days or until the fine and costs have been fully paid and satisfied, whichever is the longer period.

**39(6)** Where a fine and costs imposed under this section remain unpaid at the expiration of six months from

d'altérer ou de modifier la couleur, le marquage ou l'identité du carburant.

1965, ch. 3, art. 37; 1966, ch. 60, art. 20; 1979, ch. 30, art. 19; 1987, ch. 23, art. 14; 1990, ch. 61, art. 57

### **Infraction : concernant un véhicule à moteur**

**39(1)** Sous réserve de l'article 6, nul ne doit placer, utiliser ou posséder du carburant exempté de la taxe dans le réservoir à carburant, le récipient à carburant ou le circuit du carburant d'un véhicule à moteur.

**39(1.1)** Nonobstant le paragraphe 56(5) de la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales*, l'amende minimale qui peut être imposée par un juge en vertu de cette loi relativement à une contravention au paragraphe (1) est de mille dollars.

**39(2)** Abrogé : 1990, ch. 61, art. 57

**39(3)** Lorsqu'une personne est déclarée coupable d'une seconde infraction ou d'une infraction suivante au présent article, le juge de la Cour provinciale doit faire mettre en fourrière pendant une période de sept jours au moins et de six mois au plus tout véhicule à moteur dans lequel du carburant exempté de la taxe ont été placés ou utilisés au mépris des dispositions du présent article, et un véhicule à moteur ainsi mis en fourrière ne doit être restitué que lorsque l'amende et les frais ont été entièrement payés et réglés et que la durée de la garde en fourrière est expirée.

**39(4)** Aux fins du présent article, les frais comprennent tous les frais qu'a engagés directement ou indirectement la Couronne du chef de la province à la suite de la mise en fourrière d'un véhicule à moteur.

**39(5)** Un véhicule à moteur mis en fourrière conformément à une ordonnance rendue en application du présent article ne doit être restitué que sur l'autorisation écrite d'un juge de la Cour provinciale et quiconque, sans cette autorisation, restitue ce véhicule à moteur ou en obtient la restitution est coupable d'une infraction; de plus, lorsque le propriétaire de ce véhicule à moteur est partie à cette infraction, ce véhicule à moteur doit, outre toute autre peine qui est imposée au propriétaire, être mis en fourrière pour une période supplémentaire de quatorze jours ou jusqu'au paiement et au règlement complets de l'amende et des frais si cette dernière période est plus longue.

**39(6)** Lorsqu'une amende et des frais imposés en application du présent article demeurent impayés à l'expiré

the date of the conviction, the motor vehicle is forfeited to the Crown in right of the Province.

**39(7)** A motor vehicle forfeited under subsection (6) may be sold or otherwise disposed of as prescribed by regulation.

**39(8)** Where a motor vehicle is sold under subsection (7), the proceeds shall be applied in payment of

- (a) the fine and costs, and
- (b) the cost of advertising the sale, the auctioneer's fee and other costs of the sale,

and any surplus paid to the owner of the motor vehicle at the time it was forfeited or to any person having a prior claim to the motor vehicle.

**39(9)** Where a motor vehicle is impounded under this section and while impounded it is damaged, destroyed or stolen, the owner thereof has no claim or right of action against the Province for any loss suffered by him except loss arising out of the negligence of the Province, its agents or employees.

1965, c.3, s.38; 1966, c.60, s.21-23; 1979, c.30, s.20; 1987, c.23, s.15; 1990, c.61, s.57; 1999, c.15, s.8; 2004, c.30, s.3; 2023, c.17, s.102

#### **Offence respecting licence**

**40** A person who holds a licence under this Act or the regulations and who fails to discharge any duty as a licence holder commits an offence.

1965, c.3, s.39; 1979, c.30, s.21; 1990, c.61, s.57

#### **Repealed**

**40.1** Repealed: 1999, c.15, s.9

1993, c.34, s.7; 1999, c.15, s.9

ration d'un délai de six mois à compter de la date de la déclaration de culpabilité, le véhicule à moteur est confisqué au profit de la Couronne du chef de la province.

**39(7)** Un véhicule à moteur confisqué en application du paragraphe (6) peut être vendu ou autrement aliéné de la façon prescrite par règlement.

**39(8)** Lorsqu'un véhicule à moteur est vendu en application du paragraphe (7), le produit de la vente doit être affecté au paiement

- a) de l'amende et des frais, et
- b) des frais de publicité relatifs à la vente, des honoraires de celui qui procède à la vente aux enchères et des autres frais de la vente,

et le surplus, s'il y en a un, doit être versé à la personne qui était propriétaire du véhicule à moteur au moment de la confiscation ou à toute personne ayant un droit antérieur sur ce véhicule à moteur.

**39(9)** Lorsqu'un véhicule à moteur est endommagé, détruit ou volé pendant qu'il était en fourrière en application du présent article, le propriétaire de ce véhicule n'a aucune réclamation ni aucun droit d'agir contre la province pour toute perte qu'il a subie, sauf si cette perte est due à la négligence de la province, de ses représentants ou de ses employés.

1965, ch. 3, art. 38; 1966, ch. 60, art. 21-23; 1979, ch. 30, art. 20; 1987, ch. 23, art. 15; 1990, ch. 61, art. 57; 1999, ch. 15, art. 8; 2004, ch. 30, art. 3; 2023, ch. 17, art. 102

#### **Infraction : concernant une licence**

**40** Quiconque détient une licence en application de la présente loi ou des règlements et omet de s'acquitter de toute obligation à laquelle il est tenu à titre de titulaire d'une licence commet une infraction.

1965, ch. 3, art. 39; 1979, ch. 30, art. 21; 1990, ch. 61, art. 57

#### **Abrogé**

**40.1** Abrogé : 1999, ch. 15, art. 9

1993, ch. 34, art. 7; 1999, ch. 15, art. 9

### Offences respecting permit, licence and fuel exemption card

**41(1)** A person who holds a permit under this Act or the regulations and who violates a provision of the regulations pertaining to such permit commits an offence.

**41(1.1)** A person who holds a permit under this Act or the regulations and who makes a false declaration under this Act or the regulations commits an offence.

**41(2)** The Minister may suspend a licence or permit for a period of time established in accordance with the regulations or may cancel a licence or permit if the holder

- (a) violates or fails to comply with a provision of this Act or the regulations,
- (b) violates or fails to comply with any term or condition of the licence or permit, or
- (c) otherwise fails to do any act if such failure constitutes cause for suspension or cancellation, as the case may be, of the licence or permit.

**41(2.1)** The Minister may reinstate a licence or permit suspended under subsection (2) and may impose any or any combination of the terms and conditions established in accordance with the regulations on a licence or permit that has been suspended and is to be reinstated.

**41(3)** A person who makes a false statement on an application for a licence or permit under this Act or the regulations commits an offence.

1965, c.3, s.40; 1979, c.30, s.22; 1990, c.61, s.57; 1993, c.34, s.8; 1994, c.28, s.8; 1997, c.H-1.01, s.52; 2007, c.62, s.10

### Regulatory offences

**42(1)** A person who violates or fails to comply with any provision of the regulations commits an offence punishable under Part II of the *Provincial Offences Procedure Act* as a category B offence.

### Infractions concernant un permis, une licence et une carte d'exonération du carburant

**41(1)** Quiconque détient un permis en application de la présente loi ou des règlements et enfreint une disposition quelconque des règlements se rattachant à un tel permis commet une infraction.

**41(1.1)** Une personne qui détient un permis en application de la présente loi ou des règlements et qui fait une fausse déclaration contrairement aux dispositions de la présente loi ou des règlements commet une infraction.

**41(2)** Le Ministre peut suspendre une licence ou un permis pour une période établie conformément aux règlements ou peut annuler une licence ou un permis si le titulaire

- a) contrevient ou omet de se conformer à une disposition de la présente loi ou des règlements,
- b) contrevient ou omet de se conformer à toute modalité ou condition de la licence ou du permis, ou
- c) autrement omet d'accomplir tout acte si un tel défaut constitue un motif de suspension ou d'annulation, selon le cas, de la licence ou du permis.

**41(2.1)** Le Ministre peut rétablir une licence ou un permis suspendu en vertu du paragraphe (2) et peut imposer toutes modalités et conditions ou toute combinaison des modalités et conditions établies conformément aux règlements pour une licence ou un permis qui a été suspendu et qui doit être rétabli.

**41(3)** Une personne qui fait une fausse déclaration lors d'une demande de licence ou de permis que prévoient la présente loi ou les règlements commet une infraction.

1965, ch. 3, art. 40; 1979, ch. 30, art. 22; 1990, ch. 61, art. 57; 1993, ch. 34, art. 8; 1994, ch. 28, art. 8; 1997, ch. H-1.01, art. 52; 2007, ch. 62, art. 10

### Infractions aux règlements

**42(1)** Quiconque contrevient ou omet de se conformer à une disposition des règlements commet une infraction punissable en vertu de la Partie II de la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* à titre d'infraction de la classe B.

**42(2)** Repealed: 1993, c.34, s.9  
1965, c.3, s.41; 1966, c.60, s.24; 1979, c.30, s.23; 1990, c.61, s.57; 1993, c.34, s.9; 2012, c.54, s.4

### Offences generally

**42.1(1)** A person who violates or fails to comply with a provision of this Act that is listed in Column I of Schedule A commits an offence.

**42.1(2)** For the purposes of Part II of the *Provincial Offences Procedure Act*, each offence listed in Column I of Schedule A is punishable as an offence of the category listed beside it in Column II of Schedule A.

1990, c.61, s.57

### Repealed

**43** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.45  
1966, c.60, s.25; 1979, c.30, s.24; 1981, c.30, s.8; 1983, c.R-10.22, s.45

### Voluntary payment of fines

**43.1(1)** The Minister, any person authorized by him to act under this section, any inspector or any peace officer may, either before or after the institution of proceedings against a person in respect of an offence under this Act or the regulations, accept from the person alleged to have committed the offence

- (a) for a first offence, the payment of a sum equal to the minimum penalty prescribed for such offence,
- (b) for a second offence, the payment of a sum equal to twice the minimum penalty prescribed for such offence, or
- (c) for a third or subsequent offence, the payment of a sum equal to the maximum penalty prescribed for such offence,

and the person so accepting payment under this section shall deliver a receipt to the offender showing the amount paid, the date of payment and the offence in respect of which the payment is made.

**43.1(2)** Where a person makes a payment pursuant to subsection (1), he shall be deemed to have been con-

**42(2)** Abrogé : 1993, ch. 34, art. 9  
1965, ch. 3, art. 41; 1966, ch. 60, art. 24; 1979, ch. 30, art. 23; 1990, ch. 61, art. 57; 1993, ch. 34, art. 9; 2012, ch. 54, art. 4

### Infractions en général

**42.1(1)** Quiconque contrevient ou omet de se conformer à une disposition de la présente loi qui figure dans la colonne I de l'annexe A commet une infraction.

**42.1(2)** Aux fins de la Partie II de la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales*, chaque infraction qui figure dans la colonne I de l'annexe A est punissable à titre d'infraction de la classe qui figure vis-à-vis dans la colonne II de l'annexe A.

1990, ch. 61, art. 57

### Abrogé

**43** Abrogé : 1983, ch. R-10.22, art. 45  
1966, ch. 60, art. 25; 1979, ch. 30, art. 24; 1981, ch. 30, art. 8; 1983, ch. R-10.22, art. 45

### Règlement volontaire des amendes

**43.1(1)** Le Ministre, toute personne qu'il autorise à agir en application du présent article, tout inspecteur ou tout agent de la paix peut, avant ou après l'engagement de procédures contre une personne pour une infraction à la présente loi ou aux règlements, accepter de la personne présumée avoir commis l'infraction en l'occurrence, le paiement

- a) d'une somme égale à l'amende minimale prescrite pour cette infraction dans le cas d'une première infraction,
- b) d'une somme égale au double de l'amende minimale prescrite pour cette infraction dans le cas d'une deuxième infraction, ou
- c) d'une somme égale à l'amende maximale prescrite pour cette infraction dans le cas d'une troisième infraction ou de toute infraction subséquente,

et la personne qui accepte le paiement effectué en application du présent article doit remettre au contrevenant un reçu indiquant le montant payé, la date du paiement et l'infraction le justifiant.

**43.1(2)** La personne qui effectue un paiement en application du paragraphe (1) est réputée avoir été déclarée

victed of the alleged offence in respect of which the payment was made, and the payment constitutes a full satisfaction, release and discharge of all fines and imprisonments which may be incurred by such person in respect of such offence.

1975, c.25, s.1; 1979, c.30, s.25; 1996, c.70, s.12

### **Jurisdiction of Provincial Court**

**44** Every judge of the Provincial Court has jurisdiction over any offence under this Act.

1965, c.3, s.42; 1973, c.74, s.37

### **Limitation period**

**44.1** A prosecution for a violation of this Act shall be commenced within three years from the time of the violation.

1981, c.30, s.9; 1986, c.40, s.7

## **ADMINISTRATIVE PENALTY PROCESS**

2012, c.54, s.5

### **Definition of “person”**

**44.2** For the purposes of sections 44.3 to 44.91, “person” means a retailer, wholesaler, refiner or interjurisdictional carrier.

2012, c.54, s.5

**44.3(1)** Despite section 43.1, if the commissioner believes, on reasonable grounds, that a person has violated or failed to comply with a provision of this Act that is listed in Column I of Schedule B, the commissioner may issue a notice of non-compliance.

**44.3(2)** The commissioner shall serve a notice of non-compliance on the person to whom it is directed

(a) in the manner in which personal service may be made under the Rules of Court, or

(b) by registered mail to the person’s latest known address.

**44.3(3)** Service by registered mail shall be deemed to have been effected five days after the date the notice of non-compliance is deposited in the mail.

**44.3(4)** The notice of non-compliance shall include the following information:

coupable de l’infraction relevée à sa charge et ce paiement la libère intégralement de toutes les peines pécuniaires et d’emprisonnement qu’elle peut encourir pour cette infraction.

1975, ch. 25, art. 1; 1979, ch. 30, art. 25; 1996, ch. 70, art. 12

### **Compétence de la Cour provinciale**

**44** Tout juge de la Cour provinciale est compétent en ce qui concerne toute infraction à la présente loi.

1965, ch. 3, art. 42; 1973, ch. 74, art. 37

### **Prescription**

**44.1** Toute poursuite pour violation de la présente loi se prescrit par trois ans à compter du jour de la violation.

1981, ch. 30, art. 9; 1986, ch. 40, art. 7

## **PROCESSUS RELATIF AUX PÉNALITÉS ADMINISTRATIVES**

2012, ch. 54, art. 5

### **Définition de « personne »**

**44.2** Aux fins d’application des articles 44.3 à 44.91, « personne » s’entend d’un détaillant, d’un grossiste, d’un raffineur ou d’un transporteur interterritorial.

2012, ch. 54, art. 5

**44.3(1)** Par dérogation à l’article 43.1, s’il a des motifs raisonnables de croire qu’une personne a contrevenu à une disposition de la présente loi figurant dans la colonne I de l’annexe B ou a omis de l’observer, le commissaire peut délivrer un avis d’inobservation.

**44.3(2)** Le commissaire signifie l’avis d’inobservation à son destinataire :

a) soit à personne, selon les modalités que prévoient les Règles de procédure;

b) soit par courrier recommandé à sa dernière adresse connue.

**44.3(3)** La signification par courrier recommandé est réputée avoir été effectuée cinq jours après la date de la mise à la poste de l’avis d’inobservation.

**44.3(4)** L’avis d’inobservation indique :

- (a) the name of the person who has violated or failed to comply with a provision listed in Column I of Schedule B;
- (b) the provision listed in Column I of Schedule B and the date on which the violation or failure to comply occurred;
- (c) the amount of the administrative penalty that may be imposed under section 44.6; and
- (d) information with respect to the person's right to make written submissions under section 44.4.

**44.3(5)** A notice of non-compliance shall not be served more than one year after the commissioner first had knowledge of the violation or failure to comply.

**44.3(6)** A person who receives a notice of non-compliance for the violation or failure to comply with subsection 12(1) or (2), paragraph 36(3)(a) or (c) or subsection 36(4) shall comply with the provision within 15 days after being served with the notice.

2012, c.54, s.5

#### Written submissions

**44.4(1)** A person who receives a notice of non-compliance may submit written submissions to the commissioner on the form provided by the commissioner within 15 days after being served with the notice.

**44.4(2)** Within 30 days after receiving the written submissions, the commissioner shall

- (a) issue a notice indicating that the commissioner is satisfied of the following:
  - (i) an error or omission exists with regard to the issuance of the notice of non-compliance;
  - (ii) an extenuating circumstance beyond the control of the person prevented compliance with the provision listed in Column I of Schedule B; or
  - (iii) due diligence was exercised by the person to attempt to prevent the violation or failure to comply with the provision listed in Column I of Schedule B;

- a) le nom de la personne qui a contrevenu à une disposition figurant dans la colonne I de l'annexe B ou qui a omis de l'observer;
- b) la disposition figurant dans la colonne I de l'annexe B et la date de la contravention ou de l'omission;
- c) le montant de la pénalité administrative qui peut être infligée en vertu de l'article 44.6;
- d) des renseignements concernant son droit à la présentation de ses observations écrites prévu à l'article 44.4.

**44.3(5)** L'avis d'inobservation ne peut être signifié plus d'un an après que le commissaire a pris connaissance de la contravention ou de l'omission.

**44.3(6)** Le destinataire de l'avis d'inobservation du paragraphe 12(1) ou (2), de l'alinéa 36(3)a) ou c) ou du paragraphe 36(4) s'y conforme dans les quinze jours de la signification de l'avis.

2012, ch. 54, art. 5

#### Présentation des observations

**44.4(1)** Le destinataire de l'avis d'inobservation peut présenter ses observations écrites au commissaire au moyen de la formule qu'il fournit dans les quinze jours de la signification de l'avis d'inobservation.

**44.4(2)** Dans les trente jours de la réception des observations écrites, le commissaire :

- a) ou bien délivre un avis indiquant qu'il est convaincu :
  - (i) de l'existence d'une erreur ou d'une omission concernant la délivrance de l'avis d'inobservation,
  - (ii) d'une circonstance exonératoire indépendante de la volonté du destinataire qui l'a empêché d'observer la disposition figurant dans la colonne I de l'annexe B,
  - (iii) de l'exercice d'une diligence raisonnable de la part du destinataire pour tenter de prévenir la contravention à la disposition figurant dans la colonne I de l'annexe B ou l'omission de l'observer;

(b) issue a notice extending the time period referred to in subsection 44.3(6), or

(c) impose an administrative penalty by issuing a notice of administrative penalty.

2012, c.54, s.5

**Administrative penalty and offence**

**44.5(1)** A person subject to an administrative penalty shall not be charged with an offence in respect of the same incident that gave rise to the administrative penalty.

**44.5(2)** A person charged with an offence shall not be subject to an administrative penalty in respect of the same incident that gave rise to the charge.

2012, c.54, s.5

**Notice of administrative penalty**

**44.6(1)** The commissioner shall impose an administrative penalty by issuing a notice of administrative penalty

(a) if the person does not comply within the time period referred to in subsection 44.3(6),

(b) if the person does not submit written submissions within the time period referred to in subsection 44.4(1), or

(c) under paragraph 44.4(2)(c).

**44.6(2)** The commissioner shall serve a notice of administrative penalty on the person to whom it is directed

(a) in the manner in which personal service may be made under the Rules of Court, or

(b) by registered mail to the person’s latest known address.

**44.6(3)** Service by registered mail shall be deemed to have been effected five days after the date the notice of administrative penalty is deposited in the mail.

**44.6(4)** The notice of administrative penalty shall include the following information:

(a) the name of the person required to pay the administrative penalty;

b) ou bien délivre un avis indiquant qu’il proroge le délai imparti au paragraphe 44.3(6);

c) ou bien inflige une pénalité administrative par la délivrance d’un avis de pénalité administrative.

2012, ch. 54, art. 5

**Pénalité administrative et infraction**

**44.5(1)** Quiconque tombe sous le coup d’une pénalité administrative ne peut être poursuivi pour infraction par suite de l’inobservation ayant donné lieu à la pénalité administrative.

**44.5(2)** La personne poursuivie pour infraction ne peut tomber sous le coup d’une pénalité administrative par suite de l’inobservation ayant donné lieu à la poursuite pour infraction.

2012, ch. 54, art. 5

**Avis de pénalité administrative**

**44.6(1)** Le commissaire inflige une pénalité administrative par la délivrance d’un avis de pénalité administrative dans l’un des cas suivants :

a) la personne fait défaut d’observation dans le délai imparti au paragraphe 44.3(6);

b) la personne ne présente pas d’observations écrites dans le délai imparti au paragraphe 44.4(1);

c) en application de l’alinéa 44.4(2)c).

**44.6(2)** Le commissaire signifie l’avis de pénalité administrative à son destinataire :

a) soit à personne, selon les modalités que prévoient les Règles de procédure;

b) soit par courrier recommandé à sa dernière adresse connue.

**44.6(3)** La signification par courrier recommandé est réputée avoir été effectuée cinq jours après la date de la mise à la poste de l’avis de pénalité administrative.

**44.6(4)** L’avis de pénalité administrative indique :

a) le nom de la personne tenue de payer la pénalité administrative;

- (b) the provision listed in Column I of Schedule B and the date on which the violation or failure to comply occurred;
- (c) the amount of the administrative penalty;
- (d) when and how the administrative penalty shall be paid; and
- (e) information with respect to the person's right to request a review of the commissioner's decision under section 44.7.

**44.6(5)** A notice of administrative penalty shall not be served more than one year after the commissioner first had knowledge of the violation or failure to comply.

2012, c.54, s.5

### **Review of administrative penalty**

**44.7(1)** A person who receives a notice of administrative penalty may request that the Minister review the commissioner's decision to issue the notice by applying to the Minister on the form provided by the Minister within 15 days after being served with the notice.

**44.7(2)** After receiving a request for a review under subsection (1), the Minister shall conduct the review by holding a hearing to consider the matter as soon as practicable.

**44.7(3)** The Minister shall not make a determination with respect to a review unless he or she has given the person who received a notice of administrative penalty an opportunity to make representations in writing or in person.

**44.7(4)** Following the review, the Minister may uphold, vary or rescind the decision of the commissioner.

**44.7(5)** A person who receives a notice of administrative penalty may appeal the decision of the Minister to a judge of The Court of King's Bench of New Brunswick.

2012, c.54, s.5; 2023, c.17, s.102

### **Payment of administrative penalty**

**44.8(1)** If a person who receives a notice of administrative penalty does not apply for a review under section 44.7, the person shall pay the administrative penalty set out in the notice within 15 days after being served with the notice.

- b) la disposition figurant dans la colonne I de l'annexe B et la date de la contravention ou de l'omission;
- c) le montant de la pénalité administrative;
- d) le mode et le délai de paiement de la pénalité administrative;
- e) des renseignements concernant son droit à la révision de la décision du commissaire prévu à l'article 44.7.

**44.6(5)** L'avis de pénalité administrative ne peut être signifié plus d'un an après que le commissaire a pris connaissance de la contravention ou de l'omission.

2012, ch. 54, art. 5

### **Révision de pénalité administrative**

**44.7(1)** Dans les quinze jours de la signification de l'avis de pénalité administrative, le destinataire peut demander au Ministre, au moyen de la formule qu'il lui fournit, la révision de la décision du commissaire de délivrer cet avis.

**44.7(2)** Le Ministre qui reçoit la demande d'examen que prévoit le paragraphe (1) procède à la révision en tenant une audience à cette fin à la première occasion.

**44.7(3)** Le Ministre ne peut statuer sur la question objet de la révision tant qu'il n'a pas donné au destinataire de l'avis de pénalité administrative l'occasion de présenter des observations écrites ou orales.

**44.7(4)** Le Ministre peut, à la suite de la révision, confirmer, modifier ou révoquer la décision du commissaire.

**44.7(5)** Le destinataire de l'avis de pénalité administrative peut interjeter appel à un juge à la Cour du Banc du Roi du Nouveau-Brunswick de la décision du Ministre.

2012, ch. 54, art. 5; 2023, ch. 17, art. 102

### **Paiement de la pénalité administrative**

**44.8(1)** Le destinataire de l'avis de pénalité administrative qui n'en demande pas la révision prévue à l'article 44.7 paie la pénalité administrative indiquée à l'avis dans le délai de quinze jours de sa signification.



**44.8(2)** If a person who receives a notice of administrative penalty applies for a review under section 44.7 and the Minister confirms or varies the commissioner's decision, the person shall pay the administrative penalty within 15 days after the Minister makes the decision.

**44.8(3)** The administrative penalty shall be payable to the Minister.

**44.8(4)** For the purposes of this Act only, a person who pays an administrative penalty shall be deemed to have violated or failed to comply with the provision listed in Column I of Schedule B in respect of which the payment was made.

2012, c.54, s.5

#### **Amount of the administrative penalty**

**44.9** The amount of an administrative penalty is as follows:

(a) for a first violation or failure to comply with the provision listed in Column I of Schedule B, a sum equal to the minimum administrative penalty listed beside it in Column II of Schedule B;

(b) for a second violation or failure to comply with the provision listed in Column I of Schedule B, a sum equal to twice the minimum administrative penalty listed beside it in Column II of Schedule B; and

(c) for a third or subsequent violation or failure to comply with the provision listed in Column I of Schedule B, a sum equal to the maximum administrative penalty listed beside it in Column II of Schedule B.

2012, c.54, s.5

#### **Failure to pay administrative penalty**

**44.91** If a person who is required to pay an administrative penalty under subsection 44.8(1) or (2) fails to do so

(a) the Minister may suspend, revoke or refuse to issue or renew the person's licence or permit, and

(b) the amount of the administrative penalty constitutes a debt due to the Province.

2012, c.54, s.5

**44.8(2)** Le destinataire de l'avis de pénalité administrative qui en demande la révision prévue à l'article 44.7 et pour lequel le Ministre confirme ou modifie la décision du commissaire paie la pénalité administrative dans un délai de quinze jours de la décision du Ministre.

**44.8(3)** La pénalité administrative est payable au Ministre.

**44.8(4)** Aux seules fins d'application de la présente loi, la personne qui paie la pénalité administrative est réputée avoir contrevenu à la disposition figurant dans la colonne I de l'annexe B pour laquelle elle a payé la pénalité administrative ou avoir omis de l'observer.

2012, ch. 54, art. 5

#### **Montant de la pénalité administrative**

**44.9** Le montant de la pénalité administrative est le suivant :

a) pour une première contravention à une disposition figurant dans la colonne I de l'annexe B ou omission de l'observer, une somme égale à l'amende minimale figurant en regard dans la colonne II de l'annexe B;

b) pour une deuxième contravention à une disposition figurant dans la colonne I de l'annexe B ou omission de l'observer, une somme égale au double de l'amende minimale figurant en regard dans la colonne II de l'annexe B;

c) pour une troisième contravention à une disposition figurant dans la colonne I de l'annexe B ou omission de l'observer ou toute contravention ou omission subséquente, une somme égale à l'amende maximale figurant en regard dans la colonne II de l'annexe B.

2012, ch. 54, art. 5

#### **Défaut de paiement de la pénalité administrative**

**44.91** Si la personne tenue de payer la pénalité administrative en vertu du paragraphe 44.8(1) ou (2) ne la paie pas :

a) le Ministre peut suspendre, révoquer ou refuser de délivrer ou de renouveler sa licence ou son permis;

b) le montant de la pénalité administrative constitue une créance de la province.

2012, ch. 54, art. 5

**REGULATIONS****Regulations**

**45(1)** The Lieutenant-Governor in Council, upon the recommendation of the Minister, may make such regulations as he considers necessary or advisable.

**45(2)** Without limiting the generality of subsection (1), the Lieutenant-Governor in Council may make regulations

(a) prescribing the persons by whom the tax shall be collected;

(a.1) Repealed: 1991, c.40, s.7

(a.2) Repealed: 1991, c.40, s.7

(b) exempting under prescribed conditions any class of persons from liability for payment of the tax, or permitting the use of tax exempt motive fuel by such class;

(c) including or excluding any liquid fuel within or from the definition of “gasoline” or “motive fuel”;

(c.1) Repealed: 2023, c.11, s.27

(c.2) Repealed: 2023, c.11, s.27

(d) providing for the method of treatment of motive fuel to constitute marked or coloured motive fuel, and providing for the appointment of persons authorized to use and apply such treatment;

(d.01) prescribing one or more methods for calculating unverifiable losses and excess unverifiable losses for the purposes of section 7.01 and prescribing one or more thresholds for the purposes of that section;

(d.1) respecting guidelines for the purposes of section 7.1;

(e) prescribing the manner in which tax exempt motive fuel may be sold and providing restrictions on the quantities of tax exempt motive fuel that may be purchased without a permit;

(f) providing for rebate of any tax, limiting the time within which an application for a rebate may be made

**RÈGLEMENTS****Règlements**

**45(1)** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du Ministre, établir les règlements qu'il estime nécessaires ou souhaitables.

**45(2)** Sans restreindre la portée générale du paragraphe (1), le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des règlements

a) désignant les personnes chargées de percevoir la taxe;

a.1) Abrogé : 1991, ch. 40, art. 7

a.2) Abrogé : 1991, ch. 40, art. 7

b) exemptant, aux conditions prescrites, certaines catégories de personnes de l'assujettissement à la taxe, ou permettant à ces catégories d'utiliser du carburant exempté de la taxe;

c) faisant entrer tout carburant liquide sous la définition d'« essence » ou de « carburant » ou l'excluant;

c.1) Abrogé : 2023, ch. 11, art. 27

c.2) Abrogé : 2023, ch. 11, art. 27

d) prévoyant le mode de traitement à appliquer au carburant pour qu'il constitue du carburant marqué ou coloré et prévoyant la nomination de personnes autorisées à utiliser et à appliquer ce traitement;

d.01) prescrivant une ou plusieurs méthodes de calcul des pertes invérifiables et des pertes invérifiables excédentaires pour l'application de l'article 7.01 et un ou plusieurs seuils pour l'application de cet article;

d.1) concernant les lignes directrices aux fins d'application de l'article 7.1;

e) prescrivant de quelle façon peut être vendu le carburant exempté de la taxe et prévoyant les limitations des quantités de celui-ci qui peuvent être achetées sans permis.

f) prévoyant la réduction de toute taxe, limitant le délai dans lequel une demande de réduction peut être

and prescribing the forms to be used and the evidence to be furnished in support of an application;

(g) providing for the making of returns, reports and statements by importers, producers, refiners, manufacturers, vendors, purchasers and consumers of aviation fuel, gasoline and motive fuel in the Province, and the manner, form and time of making such returns, reports and statements;

(g.01) respecting the keeping of records by wholesalers and retailers, including, requiring the keeping of records by wholesalers and retailers, the information to be contained in the records, the manner of keeping the records, the form and format of the records and the place or places where the records are to be kept;

(g.02) respecting the keeping of records by interjurisdictional carriers, consumers of tax exempt motive fuel and persons applying for refunds or rebates of the tax paid under this Act, including, requiring the keeping of records by the carriers, consumers and persons, the information to be contained in the records, the manner of keeping the records, the form and format of the records and the place or places where the records are to be kept;

(g.1) prescribing the manner to be used to compute the tax to be paid under section 12;

(g.2) Repealed: 1999, c.15, s.10

(g.3) Repealed: 1999, c.15, s.10

(g.4) Repealed: 1999, c.15, s.10

(g.5) Repealed: 1993, c.34, s.10

(g.6) Repealed: 1993, c.34, s.10

(h) respecting the privileges, terms, conditions, limitations and restrictions to be granted to or observed by an applicant for or the holder of a licence or permit that is being issued, issued anew to a former holder or reinstated;

(h.01) respecting the registration of interjurisdictional carriers;

présentée et prescrivant les formules à utiliser et la preuve à fournir à l'appui d'une demande;

g) prévoyant la production de déclarations, de rapports et d'états par les importateurs, producteurs, raffineurs, fabricants, vendeurs, acheteurs et consommateurs de carburant d'avion, d'essence et de carburant dans la province, et le mode et la date de la production de ces déclarations, rapports et états, ainsi que leur forme;

g.01) concernant la tenue de registres par les grossistes et les détaillants, notamment en exigeant leur tenue par eux, les renseignements qu'ils doivent renfermer, le mode de leur tenue, leur forme et leur format ainsi que l'endroit ou les endroits de leur tenue;

g.02) concernant la tenue de registres par les transporteurs interterritoriaux, les consommateurs de carburant exempté de la taxe et les personnes qui présentent des demandes de remboursement ou de réduction de la taxe payée en application de la présente loi, notamment en exigeant leur tenue par eux, les renseignements qu'ils doivent renfermer, le mode de leur tenue, leur forme et leur format ainsi que l'endroit ou les endroits de leur tenue;

g.1) prescrivant la méthode à utiliser par le calcul de la taxe à payer en application de l'article 12;

g.2) Abrogé : 1999, ch. 15, art. 10

g.3) Abrogé : 1999, ch. 15, art. 10

g.4) Abrogé : 1999, ch. 15, art. 10

g.5) Abrogé : 1993, ch. 34, art. 10

g.6) Abrogé : 1993, ch. 34, art. 10

h) concernant les privilèges à accorder au requérant ou au titulaire d'une licence ou d'un permis qui est délivré, délivré à nouveau à un ancien titulaire ou qui est rétabli, ainsi que les modalités, conditions, limitations et restrictions que ce requérant ou titulaire doit respecter;

h.01) concernant l'immatriculation des transporteurs interterritoriaux;

- (h.02) prescribing the fees to be paid for registration decals;
- (h.03) respecting registration decals, including the affixing and maintenance of registration decals on a qualified motor vehicle;
- (h.1) prescribing fees payable on the issuance of licences and permits;
- (h.2) respecting the expiry dates of licences and permits;
- (h.3) respecting the period of time during which licences and permits may be suspended;
- (h.4) respecting an application for a purchaser's permit;
- (h.5) respecting the information and documentation to be submitted by an applicant for a purchaser's permit;
- (h.6) respecting the suspension, cancellation, revocation or reinstatement of a purchaser's permit;
- (i) providing for the classification of wholesalers' licences according to the number of litres sold;
- (j) fixing the maximum amount or percentage by which the retail price of any grade of gasoline or motive fuel may exceed the wholesale price thereof;
- (k) exempting persons carrying on certain types of blending of gasoline or products of petroleum from the necessity of having a permit under paragraph 15(1)(g);
- (k.1) respecting requirements to be imposed on persons applying for tax refunds under subsections 3(6), 4(6), 6(7), 6.1(3) and 6.2(1.1);
- (k.2) respecting guidelines to be followed by the Minister in evaluating applications for tax refunds under subsections 3(6), 4(6), 6(7), 6.1(3) and 6.2(1.1);
- (k.3) respecting any other matters necessary for the organization and administration of a system for receiving and evaluating applications for tax refunds
- h.02) prescrivant les droits à payer pour les vignettes d'immatriculation;
- h.03) concernant les vignettes d'immatriculation, notamment leur apposition et leur maintien sur un véhicule à moteur admissible;
- h.1) prescrivant les droits à payer lors de la délivrance des licences et permis;
- h.2) concernant les dates d'expiration des licences et des permis;
- h.3) concernant la période durant laquelle les licences et les permis peuvent être suspendus;
- h.4) concernant la demande d'un permis d'acheteur;
- h.5) concernant les renseignements et documents que doit présenter le requérant d'un permis d'acheteur;
- h.6) concernant la suspension, l'annulation, la révocation ou le rétablissement d'un permis d'acheteur;
- i) prévoyant la classification des licences de grosiste selon le nombre de litres vendus;
- j) fixant de quelle somme ou pourcentage maximal le prix de détail d'une essence ou d'un carburant d'une qualité quelconque peut excéder leur prix de gros;
- k) dispensant de l'obligation d'avoir le permis que prévoit l'alinéa 15(1)g) des personnes qui effectuent certains genres de mélanges d'essence ou de produits dérivés du pétrole;
- k.1) concernant les exigences qui doivent être imposées aux personnes qui font une demande de remboursement de taxe en vertu des paragraphes 3(6), 4(6), 6(7), 6.1(3) et 6.2(1.1);
- k.2) concernant les directives que doit suivre le Ministre pour l'évaluation des demandes de remboursement de taxe en vertu des paragraphes 3(6), 4(6), 6(7), 6.1(3) et 6.2(1.1);
- k.3) concernant toutes autres matières nécessaires pour l'organisation et la gestion d'un système de réception et d'évaluation des demandes de remboursement de taxe en vertu des paragraphes 3(6), 4(6), 6(7),

under subsections 3(6), 4(6), 6(7), 6.1(3) and 6.2(1.1) and for the payment of such refunds;	6.1(3) et 6.2(1.1) et pour le paiement de ces remboursements;
(k.4) Repealed: 2007, c.62, s.11	k.4) Abrogé : 2007, ch. 62, art. 11
(k.5) respecting the criteria by which, and the procedure, terms and conditions under which a person may be determined to be a farmer, wood producer, fisher, aquaculturist or silviculturist;	k.5) concernant les critères ainsi que la procédure, les modalités et conditions selon lesquels une personne peut être considérée comme agriculteur, producteur de bois, pêcheur, aquaculteur ou sylviculteur;
(k.6) Repealed: 2007, c.62, s.11	k.6) Abrogé : 2007, ch. 62, art. 11
(k.7) Repealed: 2007, c.62, s.11	k.7) Abrogé : 2007, ch. 62, art. 11
(k.8) Repealed: 2007, c.62, s.11	k.8) Abrogé : 2007, ch. 62, art. 11
(k.9) Repealed: 2007, c.62, s.11	k.9) Abrogé : 2007, ch. 62, art. 11
(l) defining any expression used in the Act or regulations and not herein defined;	l) définissant toute expression, utilisée dans la loi ou les règlements, que n'a pas définie la présente loi;
(l.1) respecting forms for use under this Act or the regulations;	l.1) concernant les formules à utiliser en application de la présente loi ou des règlements;
(l.2) authorizing a designated officer or class of officers to exercise any powers or perform any duties of the commissioner under this Act or the regulations;	l.2) autorisant un agent ou une catégorie d'agents désignés à exercer tous pouvoirs et à remplir toutes fonctions attribués au commissaire en vertu de la présente loi ou des règlements;
(l.3) Repealed: 1983, c.R-10.22, s.45	l.3) Abrogé : 1983, ch. R-10.22, art. 45
(m) any other matter that appears necessary or expedient for the purpose of giving full effect to this Act.	m) concernant toute autre mesure qui semble nécessaire ou opportune pour donner plein effet à la présente loi.
<b>45(2.1)</b> Regulations made under paragraph (2)(d.01) may be made retroactive to January 1, 1997, or to any date after January 1, 1997.	<b>45(2.1)</b> Les règlements pris en vertu de l'alinéa (2)d.01) peuvent avoir un effet rétroactif au 1 <sup>er</sup> janvier 1997 ou à une date postérieure.
<b>45(2.2)</b> Repealed: 2023, c.11, s.27	<b>45(2.2)</b> Abrogé : 2023, ch. 11, art. 27
<b>45(3)</b> Repealed: 1983, c.8, s.13 1965, c.3, s.43; 1966, c.60, s.26, 27; 1971, c.37, s.13; 1979, c.30, s.26; 1981, c.30, s.10; 1982, c.3, s.34; 1982, c.28, s.3; 1983, c.R-10.22, s.45; 1983, c.8, s.13; 1987, c.23, s.16; 1989, c.12, s.5; 1991, c.40, s.7; 1993, c.34, s.10; 1994, c.28, s.9; 1996, c.84, s.7; 1997, c.H-1.01, s.52; 1999, c.15, s.10; 2001, c.4, s.6; 2007, c.62, s.11; 2009, c.9, s.2; 2014, c.15, s.3; 2020, c.6, s.24; 2023, c.11, s.27	<b>45(3)</b> Abrogé : 1983, ch. 8, art. 13 1965, ch. 3, art. 43; 1966, ch. 60, art. 26, 27; 1971, ch. 37, art. 13; 1979, ch. 30, art. 26; 1981, ch. 30, art. 10; 1982, ch. 3, art. 34; 1982, ch. 28, art. 3; 1983, ch. R-10.22, art. 45; 1983, ch. 8, art. 13; 1987, ch. 23, art. 16; 1989, ch. 12, art. 5; 1991, ch. 40, art. 7; 1993, ch. 34, art. 10; 1994, ch. 28, art. 9; 1996, ch. 84, art. 7; 1997, ch. H-1.01, art. 52; 1999, ch. 15, art. 10; 2001, ch. 4, art. 6; 2007, ch. 62, art. 11; 2009, ch. 9, art. 2; 2014, ch. 15, art. 3; 2020, ch. 6, art. 24; 2023, ch. 11, art. 27

**GENERAL**

**Repealed**

**46** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.45  
1965, c.3, s.44; 1983, c.R-10.22, s.45

**Repealed**

**47** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.45  
1965, c.3, s.45; 1966, c.60, s.28; 1979, c.30, s.27; 1981,  
c.30, s.11; 1983, c.R-10.22, s.45

**Consolidated Fund**

**48(1)** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.45

**48(2)** All fines or penalties recovered under this Act or  
the regulations shall forthwith be paid over to the Minis-  
ter and form part of the Consolidated Fund.

1965, c.3, s.46; 1966, c.60, s.28; 1979, c.30, s.28; 1983,  
c.R-10.22, s.45

**Repealed**

**49** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.45  
1965, c.3, s.47; 1979, c.30, s.29; 1983, c.R-10.22, s.45

**Repealed**

**50** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.45  
1965, c.3, s.50; 1983, c.R-10.22, s.45

**DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

**Abrogé**

**46** Abrogé : 1983, ch. R-10.22, art. 45  
1965, ch. 3, art. 44; 1983, ch. R-10.22, art. 45

**Abrogé**

**47** Abrogé : 1983, ch. R-10.22, art. 45  
1965, ch. 3, art. 45; 1966, ch. 60, art. 28; 1979, ch. 30,  
art. 27; 1981, ch. 30, art. 11; 1983, ch. R-10.22, art. 45

**Fonds consolidé**

**48(1)** Abrogé : 1983, ch. R-10.22, art. 45

**48(2)** Toutes les amendes ou pénalités recouvrées en  
application de la présente loi ou des règlements doivent  
être immédiatement versées au Ministre et font partie du  
Fonds consolidé.

1965, ch. 3, art. 46; 1966, ch. 60, art. 28; 1979, ch. 30,  
art. 28; 1983, ch. R-10.22, art. 45

**Abrogé**

**49** Abrogé : 1983, ch. R-10.22, art. 45  
1965, ch. 3, art. 47; 1979, ch. 30, art. 29; 1983,  
ch. R-10.22, art. 45

**Abrogé**

**50** Abrogé : 1983, ch. R-10.22, art. 45  
1965, ch. 3, art. 50; 1983, ch. R-10.22, art. 45

**SCHEDULE A**

**ANNEXE A**

<b>Column I Section</b>	<b>Column II Category of Offence</b>	<b>Colonne I Article</b>	<b>Colonne II Classe de l'infraction</b>
7(1.1).	.E	7(1.1).	.E
7(2).	.E	7(2).	.E
8.1.	.B	8.1.	.B
12(1).	.E	12(1).	.E
12(2).	.E	12(2).	.E
12.2(1).	.E	12.2(1).	.E
13(1).	.E	13(1).	.E
13(2).	.E	13(2).	.E
13(3).	.E	13(3).	.E
13(4).	.E	13(4).	.E
13(5).	.E	13(5).	.E
13(8).	.E	13(8).	.E
15(3).	.E	15(3).	.E
36(1).	.E	36(1).	.E
36(2).	.E	36(2).	.E
36(3)(a).	.E	36(3)a).	.E
36(3)(b).	.E	36(3)b).	.E
36(3)(c).	.E	36(3)c).	.E
36(3)(d).	.F	36(3)d).	.F
36(4).	.E	36(4).	.E
37.	.E	37.	.E
38(1).	.H	38(1).	.H
39(1).	.E	39(1).	.E
40.	.C	40.	.C
41(1).	.C	41(1).	.C
41(1.1).	.F	41(1.1).	.F
41(3).	.F	41(3).	.F

1990, c.61, s.57; 1993, c.34, s.11; 1997, c.H-1.01, s.52; 1999, c.15, s.11; 2001, c.4, s.7; 2007, c.62, s.12; 2012, c.54, s.6

1990, ch. 61, art. 57; 1993, ch. 34, art. 11; 1997, ch. H-1.01, art. 52; 1999, ch. 15, art. 11; 2001, ch. 4, art. 7; 2007, ch. 62, art. 12; 2012, ch. 54, art. 6

<b>SCHEDULE B</b>		<b>ANNEXE B</b>	
<b>Column I Section</b>	<b>Column II Minimum and maximum amounts of the administrative penalty</b>	<b>Colonne I Article</b>	<b>Colonne II Montant minimal et maximal de la pénalité administrative</b>
7(1.1).	\$240-\$5,200	7(1.1).	.240 \$ - 5 200 \$
8.1.	\$140-\$640	8.1.	.140 \$ - 640 \$
12(1).	\$240-\$5,200	12(1).	.240 \$ - 5 200 \$
12(2).	\$240-\$5,200	12(2).	.240 \$ - 5 200 \$
12.2(1).	\$240-\$5,200	12.2(1).	.240 \$ - 5 200 \$
13(1).	\$240-\$5,200	13(1).	.240 \$ - 5 200 \$
13(2).	\$240-\$5,200	13(2).	.240 \$ - 5 200 \$
13(3).	\$240-\$5,200	13(3).	.240 \$ - 5 200 \$
13(4).	\$240-\$5,200	13(4).	.240 \$ - 5 200 \$
13(5).	\$240-\$5,200	13(5).	.240 \$ - 5 200 \$
36(2).	\$240-\$5,200	36(2).	.240 \$ - 5 200 \$
36(3)(a).	\$240-\$5,200	36(3)a).	.240 \$ - 5 200 \$
36(3)(c).	\$240-\$5,200	36(3)c).	.240 \$ - 5 200 \$
36(4).	\$240-\$5,200	36(4).	.240 \$ - 5 200 \$

2012, c.54, s.7

2012, ch. 54, art. 7



**SCHEDULE C**

Repealed: 2023, c.11, s.28  
2020, c.6, s.25; 2021, c.7, s.1; 2022, c.8, s.1; 2023, c.11,  
s.28

**N.B.** This Act is consolidated to July 1, 2023.

**ANNEXE C**

Abrogé : 2023, ch. 11, art. 28  
2020, ch. 6, art. 25; 2021, ch. 7, art. 1; 2022, ch. 8, art. 1;  
2023, ch. 11, art. 28

**N.B.** La présente loi est refondue au 1<sup>er</sup> juillet 2023.